NUMERO 646 PRIX : 7 F DECEMBRE 1978

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

AU CONGRÈS DE LA CGT DÉGEL EN SURFACE

Avant le congrès, les leaders avaient annoncé qu'il serait « sans précédent «. En clôture, Georges Séguy a dit que « le point de non-retour » était atteint. Les deux formules reconnaissent implicitement que les errements antérieurs n'étaient pas de bonne démocratie avancée. On n'y reviendra pas, a dit Georges Séguy. « Que cela plaise ou non », a-t-il ajouté, moins démocratiquement.

« Le point de non-retour » a donc été atteint sans que les dirigeants communistes de la C.G.T. aient eu besoin de faire un grand pas. Ils ne sont pas tellement loin du point de départ. Certaines manifestations plus ou moins spontanées ont montré que les vieilles habitudes ne sont pas enterrées bien profond et que « le naturel » acquis n'est pas loin de revenir au galop.

Ça ne fait rien : il y a dégel au moins en surface ; la tribune s'est ouverte et a toléré bien des hérésies. Oh ! nous ne comptons pas comme dégel le fait que la Commission Exécutive compte maintenant sept socialistes au lieu de trois ! Ont-ils été choisis et « élus » parce qu'ils étaient de « sensibilité » socialiste ? Nous reprenons ici la nouvelle expression à la mode. Le président de la République l'a employée dans sa dernière conférence de presse ; Séguy l'a reprise à son usage et nous n'avons pas fini de l'entendre.

Le bureau confédéral qui est nettement de « sensibilité » communiste, possède l'art de détecter les autres sensibilités. A vrai dire, il n'en détecte qu'une, avec les instruments qui lui sont propres. Ceux-ci sont défaillants pour les autres sensibilités. Mais, est-ce qu'il y en a d'autres ?

La nôtre, en tout cas, est très proche de celle qu'a exprimée le camarade **Jacques Toublet**, délégué du syndicat des correcteurs. Il a posé et bien posé toutes les questions qui devaient l'être : alignement sur les positions électorales du parti communiste ; ingérence de Georges Marchais dans la grève du **Parisien Libéré** ; souhait du retour de certains dirigeants à la production ; non-cumul des mandats politiques et syndicaux ; solidarité avec les paysans du Larzac ; dénonciation du **« so-**

DANS CE NUMERO :

cialisme productiviste et centralisateur » et surtout, surtout, solidarité avec les ouvriers qui, en U.R.S.S., ont organisé ou tenté d'organiser **un syndicat indépendant de l'Etat et du parti communiste ;** dénonciation de la répression qui s'en est suivie. Toublet et le syndicat des correcteurs doivent être remerciés d'avoir porté cela à une tribune redevenue, pour un temps, syndicaliste.

***

Dans sa réponse, Séguy s'est longuement étendu sur la question du cumul des fonctions dirigeantes au parti communiste et à la C.G.T.

Nous disons : au parti communiste, car la question ne se pose en France que pour lui (pour les autres pays, nous en reparlerons, et autrement que l'a fait Séguy). Il a repris son antienne sur l'atteinte à sa liberté que serait la contestation de son choix politique ; mais personne ne lui conteste ce choix ; personne ne lui discute davantage son droit d'occuper des hautes fonctions dans le P.C.F. Ce qui doit alors lui être retiré, à lui comme à tout autre, c'est la possibilité de briguer la direction d'une centrale syndicale qui se déclare indépendante des partis. En se syndiquant, le travailleur qui n'a pas fait le même choix politique, ou qui n'en a pas fait du tout, exerce un droit. Ce droit implique de ne pas se trouver, en se syndiquant librement, dirigé par le parti communiste. Car c'est de cela qu'il s'agit. La direction unique parti-syndicats est une atteinte à sa liberté de syndiqué. Celui qui nous objectera que c'est la majorité qui décide prouvera par là-même qu'il est homme de parti et non syndicaliste, car la question des majorités et des minorités se pose tout autrement dans un syndicat que dans un parti.

Séguy a dit que cette discussion était aussi vieille que la C.G.T. elle-même. C'est complètement inexact. La Confédération Générale du Travail, jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'a jamais connu le cas d'un secrétaire général cumulant cette fonction avec celle de chef d'un parti. La direction unique parti-syndicats a été introduite, dans les années 26 ou 27, par le parti communiste qui avait déjà largement entamé sa démarche stalinienne. La question fut répercutée aussitôt dans la C.G.T.U., le U perdant **ipso facto** sa signification unitaire. Comme ce n'était pas suffisant, on vit bientôt des assises prétendues syndicales proclamer le rôle dirigeant du parti ! Les effets ne se firent pas attendre : les oppositions syndicalistes furent éliminées ou écœurées ; la plupart des syndiqués « votèrent avec leurs pieds » et la C.G.T.U., sous la haute main de la direction stalinienne, se retrouva squelettique.

C'est dans cet état qu'elle se présenta, en 1936, pour refaire l'unité, et ses dirigeants, se plièrent, au moins formellement, à la règle syndicale de l'interdiction du cumul. Cette règle fut oubliée dans la reconstitution de l'unité. Cet oubli conduisit tout droit et presque immédiatement à la scission.

***

Il faut que l'on sache que la confusion des fonctions de chef de parti et de secrétaire de confédération, de fédération ou d'union syndicales, que la direction unique parti-syndicats à laquelle elle conduit inévitablement, que tout cela est une création stalinienne. Séguy ne veut pas l'abandonner ; il s'y accroche même. Son attitude sur ce point montre les limites de son ouverture démocratique. Elle rend moins crédible sa volonté d'unité d'action. Il fait grand bruit autour de sa proposition d'un **comité national d'unité d'action** avec la C.F.D.T., avec F.O., avec la F.E.N. Les circonstances ne semblent pas très favorables à sa proposition. Les autres organisations, si tant est qu'elles soient prêtes à cette unité d'action globale, accepteraient-elles de la faire, à l'encontre de l'indépendance syndicale, avec le bureau politique du parti communiste ?

GRAVES MENACES

Au moment où nous rédigeons ce numéro de la RP, nous apprenons que 20.000 métallurgistes du Nord-Est sont sur le point de perdre leur emploi. Nous ne manquerons pas de parler de cette question dans le prochain numéro, mais dès maintenant nous protestons contre cette politique gouvernementale qui consiste à fermer les usines, à priver les ouvriers de leur travail, quand la bourgeoisie n'y trouve plus son intérêt.

Autre sujet d'inquiétude : le déficit de la Sécurité sociale, que l'on entend combler en augmentant les cotisations des travailleurs.

Le patronat entend traverser les difficultés actuelles aux dépens des prolétaires. Plus que jamais, ces derniers doivent lutter pour empêcher la dégradation de leur situation.

INTERVENTION DU SYNDICAT DES CORRECTEURS AU 40e CONGRÈS DE LA C.G.T.

Nous publions de Jacques Faublet, délégué du Syndicat des Correcteurs, de larges extraits de l'intervention au 40e Congrès de la CGT.

Camarades,

Le sujet, le sujet principal des débats de notre congrès est quelle CGT ? Quelle CGT voulons-nous pour que le maximum de travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat s'y sentent à l'aise pour agir réfléchir, pour que la C.G.T. soit leur organisation, pleinement et entièrement. Pour la lutte quotidienne et pour la construction du socialisme.

D'abord une CGT qui se connaît en profondeur. Une CGT qui discute et aborde tous les problèmes, une CGT dans laquelle n'est pas seulement présente la voix de la direction confédérale. La préparation du congrès a ouvert quelques portes à cet égard. Nous pensons que ces pratiques doivent continuer et s'étendre à l'ensemble des organisations confédérées. Oui, nous sommes pour que des syndiqués des groupes de syndiqués puissent faire connaître leur point de vue à tous les camarades. La démocratie n'est pas seulement un moyen, elle est aussi un but et sans discussion, sans confrontation des idées, il n'y a pas de démocratie réelle.

Une fois ce principe posé, surgit le problème des tendances. Parmi les travailleurs, les opinions existent. C'est un fait. La CGT se veut le cadre unitaire dans lequel pourront se retrouver ensemble pour lutter, les travailleurs organisés. Elle doit tenir compte de ce fait. La liberté d'expression est une réponse, qui peut permettre de ne pas figer les oppositions, qui favorisera l'unité.

Au temps de la charte d'Amiens, la confédération demandait au travailleur de ne pas introduire dans le syndicat les opinions politiques, philosophiques ou religieuses qu'il professait au-dehors. Aujourd'hui, malgré le préambule des statuts qui proclame la neutralité de la confédération à l'égard des partis politiques, la direction confédérale s'est alignée sur les positions électoralistes du parti communiste. En réponse, des militants, par ailleurs adhérents au parti socialiste, laissent entendre qu'ils pourraient se former en tendance si la direction confédérale continuait ses attaques contre le parti socialiste.

Où est le syndicalisme dans tout cela, le syndicalisme qui fait passer la notion de classe avant l'esprit de parti ? De telles pratiques font naître des risques de scission. Est-ce cela l'indépendance du mouvement syndical dont nous proclamons partout l'existence dans la C.G.T. ?

Que deviennent les cégétistes « sans parti » ? Devraient-ils eux aussi se constituer en tendance pour faire prévaloir l'indépendance de leur organisation syndicale ?

Permettez-nous un exemple. Après le conflit du « Parisien libéré », le bureau politique du PCF, par la voix de Georges Marchais, a cru devoir faire connaître une appréciation, ce qui est d'ailleurs parfaitement son droit. Elle disait notamment :

« Vous (les ouvriers du Livre) avez pu lutter activement sur le plan économique, idéologique et politique parce que vous disposez avec votre comité intersyndical et toute la CGT d'une puissante organisation syndicale de classe et de masse *et aussi* (c'est nous qui soulignons) parce que vous disposez avec vos cellules communistes, implantées dans tous les quotidiens de Paris, de l'organisation politique d'avant-garde sans laquelle rien ne peut changer réellement. »

Quand on sait que notre secrétaire général est membre du même bureau politique du même parti, à qui fera-t-on croire que notre lutte syndicale fut menée de manière indépendante ? Sans oublier l'ingérence dans nos affaires ! Des camarades se sont indignés de ce double langage ; ils ne sont plus à la CGT qu'à moitié, pour ne pas rompre l'unité syndicale, que les ouvriers de la presse parisienne ont jusqu'à présent réussi à préserver.

Nous avons tous lu dans la presse des appréciations de camarades sur les élections aux organismes responsables. L'une d'elles nous a particulièrement frappés. Le camarade Lamey y déclarait qu'il s'était porté candidat pour dénoncer « les pratiques (de règle dans certain parti, mais non statutaires à la CGT) selon lesquelles les directions sont seules habilitées à solliciter les camarades aptes à être candidats ». Nous pensons que le camarade Lamey a raison de poser le problème ; il ne doit pas y avoir dans la confédération des statuts fédéralistes que l'on encense et une sorte de règlement intérieur centraliste implicite que l'on pratique.

Il est normal, il est sain pour une organisation que beaucoup de camarades se présentent aux postes de responsabilité ; il est normal et de bonne démocratie que certains soient élus et d'autres pas, élus par les syndiqués, statutairement, avec toutes les garanties du vote secret. Il serait même légitime que certains dirigeants retournent à la production, de temps en temps.

Pour ce congrès confédéral, il aurait été souhaitable que des congrès de syndicat élisent et mandatent les délégués. Nous souhaitons qu'il en soit ainsi dans l'avenir ; notre syndicat a déposé un amendement en ce sens.

Quelquefois aussi les manquements à la démocratie et au syndicalisme de masse sont plus graves encore. Qui se souvient de l'exclusion du Syndicat du Livre de Rouen de six travailleurs de l'IMRO, quelques jours après que leur entreprise eut été évacuée par la police, au bout d'une année de grève ? Parmi ses camarades se trouvait le secrétaire général du syndicat. Evacués par la police, chassés de la CGT ! Voilà qui n'améliore pas notre image de marque parmi les travailleurs non syndiqués. Ne serait-ce pas une des raisons de la stagnation, voire de l'érosion de la CGT, tant au plan des effectifs qu'en ce qui concerne son influence.

Prenons acte de ce qui a été ouvert à l'occasion de ce congrès et rendons ces pratiques permanentes :

— au plan de la circulation des idées par la création à tous les niveaux de la confédération de tribunes permanentes de discussion,
— au plan de la démocratie intérieure par l'élection par les syndiqués, ou leurs mandatés, à bulletin secret,
— au plan de l'indépendance en interdisant aux secrétaires confédéraux d'appartenir aux organes directeurs d'un parti politique quel qu'il soit.

L'objectif est là, l'unité syndicale. Il nous faut trouver le moyens de vivre ensemble, dans une CGT rénovée, une CGT telle qu'elle se définit.

Notre devise est bien-être et liberté. Le bien-être se gagne par la lutte et l'organisation. La CGT qu'il nous faut, qu'il faut aux travailleurs, c'est une CGT qui permette aux travailleurs de trouver le chemin de leur émancipation, eux seuls peuvent le trouver ! La liberté, c'est pour ceux qui pensent autrement. Dans la confédération, nous devons donner le droit de s'exprimer à ceux qui pensent autrement ; si le mouvement ouvrier, dans ses propres rangs, n'est pas porteur de liberté, il risque, un jour, de se retrouver dans un pseudo-socialisme de caserne !

Notre organisation doit jeter tout son poids dans les luttes qui peuvent faire reculer le pouvoir ou le tenir en respect. Si là l'échec électoral succédaient des reculs sur toute la ligne, la droite maîtresse de l'Etat aurait les mains encore plus libres et ne connaîtrait plus de frein.

Un exemple nous est fourni actuellement par la lutte du Larzac. Travailler et vivre au pays, se battre pour la paix, garder sa dignité d'homme, ces objectifs sont ceux de la CGT. L'offensive récente du pouvoir dans la lutte du Larzac offre à notre organisation l'occasion d'insérer la confédération dans les nouvelles formes de lutte.

L'extension du camp militaire est un acte purement politique, elle n'a aucune justification économique. Il s'agit de faire savoir au gouvernement qu'en cas d'expulsion des habitants du Larzac de la classe ouvrière serait immédiate et puissante.

Nous ne pouvons intervenir, faute de temps, sur nos problèmes quotidiens de travailleurs du Livre, sur nos luttes et sur nos revendications. Sur la crise du système capitaliste aussi. D'autres le feront.

Une réflexion, simplement : Georges Séguy déclarait, dans une interview publiée par « Le Monde » du 21 octobre, que « les organisations syndicales devaient consacrer la somme de leurs réflexions à l'introduction dans la vie des techniques et des technologies modernes (notamment l'informatique) qui posent des problèmes formidables au niveau de l'emploi des salariés et de la qualification professionnelles et des rapports entre la démocratie et les procès du travail. C'est l'essentiel du débat en cours dans notre organisation ».

En tant qu'ouvriers du Livre confrontés à un plan gouvernemental, le plan Lecat, qui prévoit la suppression de 15.000 emplois dans notre profession, nous ne pouvons que nous féliciter de cette affirmation. Il nous paraît cependant crucial que soit précisé ce que le camarade Séguy entend par « s'adapter aux réalités de la vie économique et sociale, politique et culturelle ». Nous avons aussi en mémoire une déclaration du camarade Krasucki, en novembre 1977, devant une assemblée de travailleurs du Livre : « Le progrès scientifique serait le même en régime socialiste qu'en régime capitaliste ». Concevoir le progrès comme situé au-dessus des classes, neutres, nous paraît une erreur lourde de conséquences, en particulier s'agissant de l'informatique, à la fois immédiatement parce qu'elle aboutit à n'offrir aux travailleurs comme perspective que le repli en bon ordre, dont parlait aussi Krasucki, et ensuite par le modèle de socialisme qu'elle implique, strictement productiviste et centralisateur. Le texte du rapport d'orientation sur ce sujet peut prêter à cette critique, malgré sa brièveté ou à cause d'elle.

Enfin, camarades, notre syndicat désirerait attirer l'attention du congrès, de toute la CGT, sur la répression antisyndicale et antiouvrière.

Dans les pays capitalistes, en Amérique latine notamment ; plus près de nous aussi, avec le « Berufverbote », l'interdiction de travailler pour les employés de l'Etat suspects d'idée de gauche ou d'extrême-gauche, en Allemagne fédérale ; en Espagne également, où des ouvriers sont encore incarcérés pour faits de grève ; en Tunisie, où le pouvoir en place fait donner les chars contre des travailleurs et décapite brutalement l'organisation syndicale.

Mais pouvons-nous, camarades, être crédibles auprès des travailleurs lorsque nous oublions de regarder vers l'autre partie du monde, vers les pays qui se réclament du socialisme ?

De quel geste concret la direction confédérale a-t-elle accompagné sa présence à la conférence de presse du 18 avril 1978, organisée par ce que l'on appelle maintenant les mouvements de défense des droits de l'homme de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie et d'Union soviétique ?

Les organisateurs voulaient informer l'opinion ouvrière française de la situation sociale et syndicale de ces pays d'Europe. Et demander aux syndicats de France leur aide morale et matérielle. Nous ne pouvons entrer dans le détail de leur interventions ; mais nous voudrions insister sur un point.

Ce point d'une importance capitale, c'est la possibilité pour les travailleurs de s'organiser hors du contrôle du parti et de l'Etat. C'est rendre impossible ce que dénonçait Vasile Paraschiv devant les militants de notre syndicat, qu'il avait demandé à rencontrer, le cumul des responsabilités étatiques et syndicales ; ainsi, en Roumanie, le président des syndicats roumains est en même temps ministre du travail.

Des ouvriers, en Union soviétique même, ont organisé — ou tenté d'organiser — un syndicat indépendant de l'Etat et du parti communiste d'URSS.

Notre tradition, en France, à la CGT, s'enorgueillit de solidarité ouvrière internationale. Avons-nous assez fait ? Avons-nous été vraiment solidaires ? Où est Vladimir Klébanov ?

La vraie solidarité n'aurait-elle pas été de reconnaître ce syndicat, de le soutenir moralement et matériellement ?

D'autres ouvriers se sont organisés, d'autres s'organiseront. Faisons attention, camarades, de ne pas détourner nos yeux d'une situation qui bouge. Notre CGT pourrait regretter de ne pas avoir suivi de telles évolutions, comme d'autres l'ont fait naguère.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Pour les trente-cinq heures... 200.000 travailleurs en grève

Où ça ? Mais à nos portes. Dans la Ruhr. L'I.G. Metall, le puissant syndicat ouest-allemand, revendique la semaine de travail de trente-cinq heures pour deux cent mille sidérurgistes. Lès le 28 novembre, quarante mille travailleurs des principales entreprises de la Ruhr sont entrés dans la grève, après l'échec des pourparlers avec les organisations patronales. Ce sont d'abord les ouvriers des hauts-fourneaux et laminoirs dont dépendent l'industrie automobile et d'autres branches d'activité.

L'enjeu de la bataille est important. La dernière offre du patronat de la sidérurgie pouvait sembler généreuse : aux vingt-sept jours de vacances payées existant actuellement, ils accordaient des jours supplémentaires de repos portant, dans l'année, le total des congés payés à six semaines (nous disons bien : six semaines). Mais les syndicats ouvriers tiennent à la reconnaissance du principe de la semaine de trente-cinq heures contre l'extension du chômage.

Voilà une grande bataille sociale dont les résultats intéresseront, non seulement les travailleurs de la sidérurgie allemande, mais tous les ouvriers de l'Allemagne fédérale et, derrière eux, tous les travailleurs européens, particulièrement les ouvriers français.

***

Comment M. Barre va-t-il se débrouiller avec ça ? Comment ne va-t-il pas sursauter en apprenant d'autre part que le Syndicat des mineurs britanniques a soumis à la direction des Charbonnages une demande d'augmentation de salaire de 40 %. Il revendique aussi la semaine de quatre jours. Déjà, les ouvriers de Ford britannique avaient obtenu 16 % méprisant le barrage des 5 % péniblement dressé par M. Callaghan. Ces gens-là sont-ils devenus fous ? comme le pense M. Michel Debré qui vient de déclarer à l'Assemblée Nationale, lors de la discussion sur l'adaptation du VII[e] Plan, que la réduction du temps de travail est « un monumental contresens ». Il a même repris à ce propos l'argument qui veut que les quarante heures en cinq jours de 1936 aient provoqué l'augmentation du chômage. Cette opinion qui n'est pas seulement de « droite » puisqu'elle a réussi à impressionner Michel Rocard, n'a jamais été démontrée, ni en théorie, ni dans les faits. Mais quarante ans après, alors que la loi des quarante heures n'est pas même respectée, il se pourrait bien que la France « libérale » se retrouve bel et bien « dans le peloton de queue » des pays européens.

Nous ne faisons que paraphraser une phrase de M. Monory, ministre de l'Industrie, au cours du même débat. Il a dit : « *Installer les Français dans une perspective de réduction de la durée du travail, serait installer la France dans le peloton de tête des petits pays* ». Nous doutons que M. Monory « s'installe » dans le peloton de tête des petits hommes d'Etat, non seulement en s'opposant à la réduction du temps de travail, mais en refusant, pour garder son style : d'installer la France dans la perspective, etc... » !

L'exemple des autres

On ne nous reprochera pas d'aller chercher nos références dans les autres pays. Nos grands hommes ne font que ça, tout à fait abusivement d'ailleurs. Si l'on en croyait leurs discours, les « coûts de production » seraient trop élevés en France, plus particulièrement les « coûts salariaux » et les charges sociales. La fameuse « compétitivité » en serait déséquilibrée. Malheureusement pour leurs discours, cette affirmation, plusieurs fois répétée, est fausse plusieurs fois. Les faits et les statistiques la démentent. Il n'est pas vrai que l'ouvrier allemand, par exemple, soit plus mal payé que l'ouvrier français. Il n'est pas vrai que sa protection sociale soit plus faible que la nôtre. Il n'est pas vrai qu'il travaille plus longtemps dans l'année que son camarade français (les chiffres cités plus haut l'attestent).

Nos gouvernants ne doivent pas et ne peuvent pas s'abriter derrière les autres pays. Ils s'enferrent dans une politique économique plus vieille qu'eux, une politique qui s'appuie tout entière sur l'entreprise privée, sur les investissements privés et qui ne parvient même pas à les faire redémarrer en dépit des largesses qu'elle fait au patronat.

Au moment même où M. Monory faisait preuve de cette autosatisfaction empruntée à son chef M. Barre, on annonçait que 1.300 employés de Manufrance de Saint-Etienne (soit la moitié de l'effectif actuel) devaient être licenciés. Peut-on encore appeler cela du « dégraissage » ! A qui fera-t-on croire qu'il y avait hier dans cette entreprise, au large marché national, 1.300 travailleurs inutiles ? A qui fera-t-on croire que ce marché a subitement disparu ? Manufrance l'a perdu parce que sa production ne répondait plus aux besoins, non satisfaits, d'une clientèle populaire. Voilà l'économie d'un département saccagée ; menacée de mort une entreprise qui était un symbole ; étranglés aussi les nombreux sous-traitants. Si jamais l'intervention de l'Etat, distributeur de notre argent, s'impose quelque part, financièrement et techniquement, c'est bien là !

On apprenait en même temps qu'à Boulogne-sur-Mer, 1.500 travailleurs d'une aciérie d'Outreau (là aussi, la moitié de l'effectif) allaient être licenciés, avec tout ce que cela comporte comme réduction de l'activité régionale. Du nord au sud du pays, la politique de M. Barre, la seule à ne pas faire, « installe » le chômage et « le désert français ». Des foyers économiques régionaux s'effondrent sous ses coups. M. Barre est vraiment le meilleur ministre que le grand patronat ait eu depuis longtemps !

Vodka-Cola

C'est le titre d'un livre de Charles Levinson, leader syndicaliste, secrétaire général de la Fédération Internationale des Travailleurs de la Chimie et de



l'Energie (I.C.E.F.). Dans cet ouvrage, le camarade Levinson montrait les fructueux accommodements que les sociétés multinationales trouvent (en dehors de toute idéologie, bien sûr) au-delà de la frontière qui séparait, paraît-il, deux mondes. Il n'y a qu'un monde pour les bonnes affaires.

Dans une lettre adressée à tous les syndicats affiliés et associés, Levinson révèle les liens de coopération économique entre les pays de l'Est et les dictatures militaires d'Amérique latine. La Banque Commerciale pour l'Europe du Nord, connue comme filiale de la Banque centrale de l'U.R.S.S., sert d'intermédiaire financier pour les opérations dans les deux sens. La République allemande dite démocratique a une active mission commerciale à Santiago-du-Chili. En 1975, l'U.R.S.S. aurait vendu au Chili des tanks quelque peu désuets mais encore « efficaces pour le contrôle de la rue et la répression des insurrections ». En 1977, les exportations du Chili vers la R.D.A. auraient atteint 200 millions de dollars. L'U.R.S.S. aurait conclu un marché de 100.000 dollars pour l'achat de molybdène chilien.

Avec l'Argentine, ça va très bien aussi : un accord récent comporte l'acquisition par l'Argentine de quatorze turbines hydro-électriques venant de l'U.R.S.S., financée par un prêt de 100 millions de dollars d'un groupe bancaire international où l'on retrouve la haute main des U.S.A., en dépit de la suspension de crédits à l'Argentine décrétée par l'Administration Carter.

Si l'on en croit Levinson — et il y a toutes raisons de le croire parce que ses informations sont aisément vérifiables — les affaires vont bien entre l'U.R.S.S. et le Pérou (notamment pour la livraison d'avions militaires et d'armements) et non moins bien avec le Brésil.

Les dictatures se soutiennent l'une l'autre, quelles que soient les idéologies dont elles s'affublent. Le sang des « héros » est bientôt sec.

R. GUILLORE.

PREMIÈRES VACANCES

Notre ami René Le Bras, ex-ouvrier des Compteurs de Montrouge, nous conte ici un épisode de sa vie de militant. C'est un souvenir de 1936, année historique pour la classe ouvrière.

Les Compteurs de Montrouge où ont travaillé et milité plusieurs de nos camarades, étaient, il y a encore quelques années « une grosse boîte » employant près de 6.000 ouvriers et employés. Il n'y en a plus guère que 1.700 aujourd'hui.

M. Arthur dont il est question dans cet article était un chef d'atelier de la boîte où il était entré en 1885 ! Il l'a quittée en 1949, soit après 64 ans de « bonset loyaux services » !

— Alors, tu y vas voir Tutur, il va te souhaiter ta fête.

— Tu trembles, carcasse !

— Vas-y, le temps est au beau fixe.

— Pas besoin de pâlir comme tu le fais, prends ton courage à deux mains et de l'autre, tu ouvres la porte de l'aquarium en la laissant ouverte, car sûrement le vieux va t'éjecter.

Sous les lazzi, de ses camarades de travail, l'ouvrier Sarbel se décide à aller trouver le chef d'atelier, M. Arthur dans son bureau dénommé la cage à mouches ou l'aquarium. Le bureau était une véritable verrière, des quatre côtés que des vitres ; ce bureau était surélevé de quatre marches, de son poste de pilotage, son mirador, M. Arthur voyait tout son personnel qu'il était chargé de faire produire.

M. Arthur, comme toute la maîtrise de l'entreprise, avait commencé comme apprenti, puis compagnon ; comme beaucoup, il partit faire son tour de France passant pour travailler dans les usines, les ateliers de l'entreprise dispersés en France, mais M. Arthur allait faire un deuxième tour de France, comme chef d'équipe contremaître pour revenir à la Maison Mère comme chef d'atelier.

Il n'était pas rare, dans cette entreprise de trouver trois générations, le grand-père en raison de son âge et son rendement ne faisait que des petits travaux où le temps n'était pas compté, le fils à la production et le petit-fils en apprentissage.

M. Arthur connaissait son métier et en cas de conflit sur un temps de fabrication entre un ouvrier et le chef d'équipe, M. Arthur donnait son avis, il était le juge suprême.

En cas de discussion trop poussée, M. Arthur se mettait à la place de l'ouvrier et démontrait l'art et la manière de travailler pour exécuter un travail et gagner du temps.

Il disait souvent : « Ce qui sépare un critique d'art d'un manuel, c'est que pour nous, les travailleurs du marteau, de la lime, du rabot, la critique est admise, mais elle ne suffit pas, il faut faire la démonstration ; alors là le maçon est au pied du mur ».

Dans l'aquarium se trouvaient avec M. Arthur, le pointeau payeur chargé d'établir les bons de travail et préparer les payes, un contremaître dénommé Bec de puce qui espérait un jour prendre la place de M. Arthur et ... et un ouvrier âgé, Marx pas Karl mais Louis qui lui était aux études. Il travaillait sur des prototypes avec un dessinateur et M. Arthur, il faisait aussi des « squelettes ». Ce travail consistait à scier en deux un appareil et les organes intérieurs pour faire voir le fonctionnement intérieur de chaque pièce. Marx était capable de scier une locomotive « PACIFIC » et tous les organes de la machinerie.

Tous les soirs, M. Arthur, pour se détendre avec Marx et deux autres ouvriers allait faire des manilles coinchées dans un bar à l'enseigne de L'AMITIE. Tous les quatre étaient de la même classe d'incorporation et ils avaient démarré ensemble en apprentissage.

Le jeune Sarbel frappa à la porte et entra, le pointeau payeur était en train de raconter une histoire grivoise à M. Arthur et à Bec de puce. En voyant l'état d'esprit dans le bureau, que la rigolade régnait, Sarbel pensait que sa demande pouvait avoir du succès.

Sarbel, s'adressant à M. Arthur : « Je viens vous voir ».

— Eh bien ! Sarbel tu me vois ; mais dis donc,

Sarbel, ce matin je t'ai pas vu dans l'atelier.

— Mais M. Arthur, vous n'êtes pas venu.

— Tiens, c'est pourtant vrai.

Tous les matins, M. Arthur allait dans l'atelier faire son tour, passait d'un établi à l'autre, examinait le travail, donnait un conseil. Si le travail n'avançait pas : dis donc, mon gars, il va falloir que tu achètes de l'huile de coude pour gagner du temps, ne compte pas sur moi pour te cracher dans les mains.

— M. Arthur, je viens pour...

— Je sais Sarbel, je ne suis pas mécontent de toi.

— Mais, M. Arthur.

— Je sais, je te considère comme un gars sérieux, tu n'as pas à te plaindre de moi.

— Mais M. Arthur...

M. Arthur se tournant vers le pointeau-payeur : « Donnez-moi le salaire de Sarbel ».

— 6,75 F M. Arthur.

— Alors Sarbel tu n'as pas à te plaindre, 6,75 F de l'heure, alors que la moyenne aux pièces est de 6,80 F, les as de l'atelier à 6,90 F.

— Mais M. Arthur...

— Je reconnais que tu vas pas souvent dans l'atelier des femmes comme beaucoup de jeunes de ton âge, pour courir les jupons et conter fleurette aux filles de votre âge, tu sais qu'à notre époque, la couronne d'oranger est une denrée rare et que les filles jettent facilement leur bonnet par-dessus les moulins.

— Mais M. Arthur...

— Ce que je vais te dire en toute franchise, c'est une question grave pour ton avenir ici.

— Mais M. Arthur...

— Tu sais que nous préparons un nouvel appareil à la demande de la clientèle, le prototype est terminé, se tournant vers Marx, nous avons eu du boulot, toi, Louis, tu peux le certifier... Nous avons la satisfaction d'un travail bien fait, bientôt nous allons lancer la production en grand, cet appareil sera monté sur une chaîne, la difficulté est de fractionner le travail en passes identiques, je compte le temps de deux minutes cinquante centièmes, c'est un temps convenable, qui permet de souffler, je ne suis pas partisan de fractionner et encore fractionner jusqu'à transformer l'homme en machine.

Les soi-disant organisateurs du travail ne connaissent la production que dans les livres ; ils ne savent pas ces grosses têtes comment fonctionne un moulin à café.

— Mais M. Arthur...

— Attends un moment, je te prie, j'ai pensé à toi pour commencer ce travail, tu travailleras avec moi, que veux-tu de plus ?

— Je vous remercie M. Arthur, mais...

— J'augmenterai ton taux de salaire, il passera de 6,75 à 6,90, le sommet des salaires actuels.

— Je vous remercie, M. Arthur, mais...

— Ah oui ! j'oubliais la chose grave et où ton avenir est engagé. Aucun reproche à te faire sur ton travail, sur ta conduite, jamais en retard, aucune absence, le reproche est grave, très grave et je te le dis encore une fois, il engage ton avenir. *Tu fais du syndicalisme, oui je dis bien du syndicalisme, c'est grave, très grave pour toi.* Chacun est libre d'être syndiqué, de faire de la politique, mais en dehors de l'usine, ici nous sommes pour produire, pour faire des copeaux, de la limaille.

Notre but est de vendre des appareils, de faire mieux que les autres entreprises, de vendre moins cher avec une qualité supérieure. Si en France, nous avons des grèves, la clientèle ira acheter chez les bouffeurs de spaghetti, les choucroumann et même chez paponnais et nous les Français sans boulot, au chômage, on pourra alors tirer une langue d'une aune.

— Mais, M. Arthur...

— Attends, je n'ai pas fini, la chose est grave, tu es syndiqué, cette question te regarde, mais tu distribues des tracts pour l'adhésion à ton syndicat : l'Union des mécaniciens. Le plus grave encore : tu vas t'afficher, lors des grèves chez Carnot et chez Bussière pour apporter le salut fraternel de ton organisation syndicale. Tu penses bien, mon petit gars que le bigophone a fonctionné entre les Directions des entreprises. Qu'est-ce que cet agitateur, ce meneur, ce zigoto ? Et naturellement je suis appelé à la Direction générale ; je t'ai défendu ; sérieux, travailleur aucun reproche à lui faire à l'atelier.

Un à la Direction n'en revenait pas, c'est M. Pierre, le petit-fils du fondateur de l'usine, tu sais que le patriarche comme on l'appelle, veut que les garçons et les filles de sa famille fassent des stages dans les ateliers ; le patriarche a commencé comme nous à l'établi, ce n'est pas en déclenchant des grèves, mais par le travail, qu'on monte une entreprise comme la nôtre et j'en suis fier.

M. Pierre, me disait : j'ai passé quinze jours dans votre atelier M. Arthur et huit jours avec Sarbel à l'établi, je le considère comme un homme sérieux, cherchant à se cultiver, rien d'un illuminé, je le comprends pas, Sarbel *fait du syndicalisme,* je suis fortement étonné.

— Mais, M. Arthur...

— Tu m'emmerdes ; toujours ; mais M. Arthur ! à croire que tu as été élevé dans une bergerie. Depuis que tu es entré dans ce bureau, j'entends que : mais, M. Arthur ! mais M. Arthur ! Arrête tes bêlements ; explique-toi une fois pour toute.

— M. Arthur, je suis venu pour...

— Attends, mon garçon, j'oubliais une chose qui est vieille, tu es bien entré à l'usine un 30 avril ?

— Oui, M. Arthur.

— Et le lendemain, c'était un 1er mai ?

— Oui, M. Arthur.

— Et le premier mai, l'ouvrier Sarbel était absent ?

— Oui, M. Arthur.

— Le 2 mai tu es appelé à l'ingénieur du département qui te demande : qu'avez-vous fait hier 1er mai et d'une seule giclée, tu lui dis : « je suis syndiqué, le matin je vais faire pointer ma carte à mon syndicat et l'après-midi, mon père a un taxi, nous allons cueillir le muguet dans les bois.

— Tu pouvais lui raconter n'importe qu'elle salade : ma petite amie s'était endormie dans mes bras et je ne voulais pas la réveiller, ou encore que ta belle-mère, belle maman avait fait une mauvaise nuit, que le cassoulet de la veille était bloqué dans son estomac, mais ne pas dire, monsieur l'ingénieur je suis syndiqué.

— Alors Sarbel, toute la famille dans les bois pour cueillir la petite fleur à clochetons.

— Oui, M. Arthur, ma mère prépare un repas froid et nous garnissons 1er mai, de victuailles.

— 1er mai, explique toi ?

— Premier mai est un grand panier en osier qui

vient de mes grands-parents, il ne sert que pour les 1er mai, c'est ma sœur qui lui a donné ce nom-là, on donne bien des noms à des bateaux ou à des chevaux de course pourquoi pas à un panier en osier ?

— M. Arthur, je suis venu pour vous demander un congé de huit jours.

— Pour te marier, pour aller à la première communion d'un cousin, c'est bien huit jours et je comprends c'est le coup classique, on demande huit jours de congé à son employeur et au lieu de se marier ou d'aller à la première communion, on va travailler ailleurs, si on fait l'affaire, on revient se faire régler.

Eh bien Sarbel ! tu vas nous faire ce coup-là ? Je te l'ai dit, nous sommes content de toi, tu vas pas nous quitter pour gagner quelques centimes de l'heure en plus, réfléchis un peu.

— M. Arthur, je vous demande huit jours c'est pour ... pour faire du camping avec les copains.

— Alors, Sarbel, tu es un type étonnant, tu es un type étonnant, tu es un original, syndiqué, campeur et puis quoi encore. Alors pendant huit jours, le sac au dos, le banjo en bandoulière pour jouer aux gitans, aux romanichels, aux traîne-savates sur les routes et dans les champs pour avoir les paysans avec leurs fourches aux fesses. Dans quel coin vous allez ?

— En Belgique, dans les Ardennes et aussi à Bruxelles.

— Eh bien ! va à Namur, le paysage en vaut la peine, j'ai travaillé à Namur dans la dinanderie et à Uccle dans une usine du patriarche... En somme ce que tu demandes, c'est un congé de vacances.

— Oui, M. Arthur.

— Ah ! les vacances, la semaine de 40 heures, ce sont des revendications syndicales, et tu crois Sarbel, que vos revendications sont valables ? réfléchis un peu : réduction du temps de travail et en plus des journées pour jouer aux fainéants, mais mon petit gars c'est la ruine du pays, d'ailleurs il n'y aura pas assez de place pour tout le monde et les trains pas assez nombreux. Demander à son employeur un congé de huit jours, ça peut passer, mais ajouter comme défi, comme une véritable revendication : *vacances, congés de vacances*, ... où allons-nous ?

— Pour moi, ce n'est pas une demande que tu déposes, mais une revendication, la réponse, je ne peux pas la donner, je vais la poser à l'ingénieur du département, c'est à lui ou à l'entourage du patriarche de répondre, la question est trop grave.

La demande ou la revendication posée par Sarbel était en réalité pour assister à la première semaine d'étude du Centre Confédéral d'Education Ouvrière de la CGT dérigé par Georges et Emilie Lefranc à l'Ecole Supérieure Ouvrière d'Uccle.

Le bureau avait été surélevé de quatre marches, ce qui permettait aux personnes de l'intérieur d'avoir une vue d'ensemble de l'atelier, par contre ceux de l'atelier en regardant le bureau avaient l'impression d'avoir devant eux des écrans de cinéma avec les quatre surfaces vitrées ou encore un théâtre de marionnettes où les gens s'agitaient, que M. Arthur causait tout le temps et que Sarbel ne pouvait s'expliquer.

Quand Sarbel sortit du bureau pour retourner à son établi, la mise en boîte, les quolibets n'allaient pas manquer.

— Alors, le vieux t'a travaillé au corps, tu es KO, debout.

— Alors tu as réussi à placer une carte syndicale à Tutur !

— C'est beau un dialogue à une voix, le vieux a du souffle, il a dû manger du lion.

— Dis, le vieux t'a frotté les oreilles au gros sel, elles sont toutes rouges.

— Tiens regarde mon Néné, les quatre rigolent dans l'aquarium, c'est toi qui paye.

Le plus agité dans le bureau était le pointeau-payeur, ancien militaire de carrière que les jeunes appelaient M. Heinhum, et ceux de 14-18, la crevure ou M. Rempil.

Quelques jours passèrent et un matin M. Arthur comme à son habitude passait d'établi en établi pour voir le travail. Arrivé à Sarbel : « J'ai une bonne nouvelle à t'annoncer, tes huit jours de congés sont accordés, grâce à M. Pierre ; ces congés ne sont pas un droit, mais une récompense pour t'encourager dans ton travail ».

Quatre années allaient passer... Par une belle journée très chaude du mois de juin 1936, l'atmosphère de l'atelier de M. Arthur était à la bagarre.

La maîtrise tournait en rond dans l'atelier pour montrer sa présence et tout d'un coup l'orage éclata, le contremaître, que le personnel avait baptisé Bec de puce, fit une réflexion à un ouvrier qui travaillait sur une chaîne de montage, la réponse fut rapide : « Merde, faites-moi un bon de sortie, je fiche le camp ».

Des ouvriers quittèrent leur poste de travail, le contremaître ordonna l'arrêt des moteurs des convoyeurs.

M. Arthur était dans l'aquarium penché sur un dessin. Devant le changement de bruit, il releva la tête, ne comprit pas tout de suite la situation, il sortit du bureau, et, voyant un rassemblement dans un coin de l'atelier, il pensait à un accident du travail, il se dirigea vers la masse des ouvriers, en passant il alla voir Marx.

— Que se passe-t-il, Louis ?

— Eh bien ! tu n'as pas compris qu'ils sont en grève ?

Les deux hommes se dirigèrent vers la masse des ouvriers, ces derniers s'écartèrent pour laisser passer leur chef d'atelier.

Le jeune ouvrier Sarbel était monté sur un établi, assis sur un escabeau, un bloc de papier sur les genoux pour préparer le cahier de revendications qui allait être déposé à la Direction générale.

René LE BRAS.

ERRATUM

L'omission malencontreuse du petit mot *que* a dénaturé le sens du titre de mon article paru dans le précédent numéro de la RP. Ce titre, qui aurait dû être : DES PROLETAIRES NE SONT PAS *QUE* DES OUVRIERS, a sans doute, sous sa forme erronée, surpris ou choqué les lecteurs à qui je demande de bien vouloir tenir compte de ma rectification.

S. RUBAK.

N.D.L.R. — *Les correcteurs, inexcusables, présentent pourtant leurs excuses au rédacteur et aux lecteurs.*

UNE FOI DIFFICILE ET EXIGEANTE :

SILONE ET GUEHENNO

Ignazio Silone

Dans un bel article de la précédente RP, Walusinski a évoqué la vie et l'œuvre de Silone, dont Monatte tenait en haute estime à la fois le talent et le caractère.

« Faulkner a dit, paraît-il, qu'il était le meilleur romancier italien actuel. Il est certainement un grand type ». Ainsi se termine, dans la RP d'avril 1953, ce compte rendu *D'une poignée de mûres* où Monatte, comme le dit Walu, a si bien décelé la sympathie profonde de Silone pour les *Cafoni*.

Quatre ans plus tôt, il avait tenu à ce que le discours prononcé par Silone au Vel' d'Hiv' dans le cadre d'une Journée internationale contre la dictature et la guerre figurât en tête de la RP de mai 1949, sous le titre *Les vaincus invincibles*. Je ne peux résister à la tentation d'en reproduire l'admirable dernier paragraphe, plus que jamais actuel :

« L'ère atomique, l'ère de la force physique absolue, demande d'une manière urgente, comme contrepartie, des positions de conscience pures, irréductibles, elles aussi absolues. Quoi qu'il arrive, ce sera, pour nous, le seul moyen de vaincre la folie et le désespoir. Quoi qu'il arrive (n'importe quelle invasion, n'importe quelle terreur), ceux qui garderont intacte au fond de leur âme la foi dans les principes sacrés de la vie seront les plus forts. Leur voix sera étouffée, ils seront jetés en prison, ils apparaîtront comme des êtres inutiles et des vaincus, mais, en réalité, même dans ces conditions-là, ils seront invincibles, car ils seront en harmonie avec les forces immortelles qui régissent la vie. Et, en définitive, ce seront les vainqueurs. Le monde, s'il continue sera reconstruit sur leur credo. Ce sera, encore une fois, la revanche d'Athènes et de Jérusalem, la revanche de l'esprit qui soumet l'Empire, la revanche de la vie sur la force brutale et sur la mort. »

En hommage à l'écrivain disparu, Antenne 2 a rediffusé, le 24 septembre dernier, une interview de lui datant de 1971: Silone y évoquait l'importance qu'avait revêtue pour sa génération la Révolution de 1917. Il y définissait son socialisme comme un socialisme « libertaire », et « proudhonien ». Il s'expliquait aussi sur la présence, en filigrane, du christianisme tout au long de son œuvre, développant sur le catholicisme populaire italien des considérations qu'il s'était contenté d'esquisser dans la préface à *L'aventure d'un pauvre chrétien*.

Ce catholicisme populaire, qui avait baigné son enfance, il le disait volontiers anticlérical et contestataire, plus ou moins suspect à la hiérarchie. Il évoquait les nuits de Noël dans les villages des Abruzzes, où chacun laisse sa porte ouverte, afin que Joseph, Marie et l'enfant Jésus, traqués par les *carabinieri* d'Hérode, puissent trouver gîte et couvert. La légende de la floraison précoce des amandiers — qui se produit dès février — est liée elle aussi à la fuite de la Sainte Famille. C'est pour dissimuler la Vierge et l'Enfant à ceux qui les poursuivent que les amandiers se couvrent d'un seul coup, miraculeusement de fleurs. En rejoignant ce vieil homme tout seul avec son âne, les *carabinieri* n'auront pas un instant l'idée que c'est Joseph et, dépités, rebrousseront chemin...

Ainsi, commentait Silone, apprenons-nous, dès le plus jeune âge, tout d'abord que l'innocent est susceptible d'être persécuté, ensuite et surtout qu'il importe de lui apporter secours, en bravant, si besoin est, les autorités. Telles avaient été les racines chrétiennes du socialisme d'Ignazio Silone.

Walusinski a rappelé l'expression dont Silone usait pour se situer : « Chrétien sans église et socialiste sans parti » et il a souligné avec raison les difficultés auxquelles risque de se heurter celui qui emprunte cet étroit sentier de crête. Dans le dernier des chapitres préfaçant *L'aventure d'un pauvre chrétien,* Silone avait pourtant tenu à prévenir toute ambiguïté dans l'interprétation de sa position vis-à-vis des deux églises qui avaient été successivement les siennes.

Il y exposait les raisons pour lesquelles, adolescent, il avait été amené à rompre avec l'Eglise catholique. Au cours des années 1917-1920 où surgissait, du côté de l'Est, cette grande lueur qui sembla, un moment, devoir embraser le monde, l'Eglise esquivait les véritables problèmes, politiques et sociaux, pour rabâcher la dénonciation du vieux péché de la chair. Une telle démission des pasteurs était « un scandale insupportable ».

Depuis, reconnaissait-il, l'Eglise avait bougé : « Le Concile a été un événement positif qui sera utile à tout le monde, même aux incroyants ». Et il n'hésitait pas à la féliciter de cette preuve de vitalité spirituelle. Il allait même plus loin : « Parmi les délibérations conciliaires les plus courageuses, il y en a qui constituent une réponse satisfaisante aux questions qui en leur temps n'avaient pas été écoutées et qui avaient amené certains d'entre nous à la rupture ».

Il n'entendait pas, pour autant, retourner dans le giron de l'Eglise. Car plus importantes peut-être que la rupture elle-même, sont les conséquences de la rupture dans la conscience de celui qui s'en est écarté. Avec les années, le fossé s'élargit, l'éclairage se transforme. L'idéologie avec laquelle on a rompu n'est plus alors, si noble et vénérable soit-elle, qu'une idéologie parmi d'autres. Et Silone de formuler un *non-possumus* sans appel, quant à un éventuel retour de sa part au bercail catholique :

« Il est évident que l'ingénuité disparue est dès lors difficile à retrouver... Peut-on faire semblant de l'avoir conservée ? Après être passé par une telle expérience, feindre à nouveau d'accepter un ensemble de dogmes dont la validité n'est plus reconnue d'une façon absolue équivaudrait à opprimer la raison, à violer la conscience, à mentir à soi-même et aux autres, enfin à offenser Dieu. Personne ne peut

l'exiger de nous, nulle flatterie ou violence, nul effort de volonté, ne peuvent nous l'imposer. Heureusement que le Christ est plus grand que l'Eglise. »

Même netteté en ce qui concerne sa position vis-à-vis de l' « église » communiste. Avec une objectivité d'autant plus méritoire qu'en cette année 1968 où paraissait son ouvrage, le « dégel » krouchtchevien ne constituait plus depuis longtemps qu'une parenthèse désavouée chaque jour un peu plus par les nouveaux maîtres de l'URSS, il consentait à considérer que le XX[e] Congrès du PCUS avait été « à sa manière un *aggiornamento*, un fait positif ». Pourtant pas un instant l'idée ne l'avait effleuré de renouer avec le PC italien. Car le même processus intellectuel était intervenu : « En restant « au-dehors », nous étions soustraits à la suggestion mentale d'une société fermée et nous respirions l'air libre : notre désaccord initial tout d'abord limité, avait peu à peu gagné tout l'ancien échafaudage pseudo-scientifique du léninisme et toutes ses méthodes totalitaires ».

S'efforçant alors de dresser le bilan de sa double expérience : « Reste donc un christianisme démythifié, réduit à sa substance morale, ainsi qu'un grand respect et bien peu de nostalgie pour ce qui a été perdu en cours de route. Qu'ajouterai-je de plus ? A la réflexion et vraiment pour ne rien omettre, il reste encore le *Notre Père*. En dehors du sentiment chrétien de la fraternité et d'un attachement instinctif à l'égard des pauvres gens, survit, comme je l'ai déjà dit, ma fidélité au socialisme ». Mais il croyait devoir préciser : un socialisme « au service de l'homme et non de l'Etat ou de toute autre politique de puissance ».

Cette rectitude morale, maintenue jusqu'au dernier souffle — puisque Silone est mort seul, sans l'assistance d'un prêtre — confère à la fin de sa vie une singulière grandeur.

Jean Guéhenno

Guéhenno nous a quittés à la fin de septembre dernier — un mois après Silone. Une disparition discrète, à l'image de son existence un peu en demi-teinte, sur laquelle ne se braquèrent jamais vraiment les grands projecteurs de l'actualité.

Il était né en 1890 à Fougères qui allait bientôt devenir et rester jusqu'en 1914 un des bastions provinciaux du syndicalisme révolutionnaire, siège d'une ardente Fédération de la Chaussure, animée par Feuvrier, dont Monatte un jour m'a parlé comme d'un très grand militant.

Le père de Guéhenno était cordonnier, sa mère piqueuse. Dans son *Journal d'un homme de quarante ans*, paru en 1934, plus tard dans *Changer la vie* (1961), il a conté son enfance de « petit pauvre ». Il a évoqué les humiliations subies, la difficulté parfois de joindre les deux bouts en fin de mois. La page aussi de fière et douloureuse épopée que fut la grande grève de 1906.

Il s'était élevé à la force du poignet, avait réussi à entrer à l'Ecole Normale supérieure de la rue d'Ulm, était devenu professeur de lycée, puis de khagne, et même, après la Libération, inspecteur général de l'Education nationale. Parallèlement à cette carrière universitaire, il avait mené une carrière journalistique et littéraire, nettement orientée à gauche entre les deux guerres, désengagée politiquement par la suite. L'Académie française, où il était entré en 1962, avait même été le couronnement un peu inattendu de ces activités.

Cette réussite personnelle le laissait pourtant insatisfait. Jusqu'à la fin de sa vie, il a eu « la sourde inquiétude d'une espèce de trahison ». Dans *Changer la vie*, il confie : « Il y a si loin du monde où je suis né au monde où je vis désormais. J'ai « changé la vie » mais je ne l'ai changée que pour moi. J'éprouve une sorte de honte de ce qu'il faut bien appeler mon bonheur, ma sécurité ».

Il restait en effet, semble-t-il, fortement marqué par son origine plébéienne. On a l'impression qu'il ne s'est jamais vraiment senti à son aise au sein de cette « République des lettres » dont il avait plus ou moins forcé les portes. Ecorché vif, il souffrait de certaines condescendances à son égard — de celle de Gide en particulier. Par contre, le courant avait directement passé entre lui et Camus — auquel, dans *Dernières lumières, derniers plaisirs* (1977), il a consacré quelques très belles pages.

En 1928, dans *Caliban parle*, il s'était fait le porte-parole de cette sainte piétaille dont il était issu et dont les « révoltes d'aujourd'hui » se situaient dans le prolongement des « prières d'autrefois ».

Il revendiquait une rénovation profonde du système éducatif qui permettrait l'accession de tous à la culture.

En même temps, bouleversé par les horreurs de la première guerre mondiale, il militait pour la paix aux côtés de Romain Rolland, sous l'égide duquel il devait animer la revue *Europe* jusqu'en 1936 — date de sa rupture avec les communistes.

La Révolution russe de 1917 avait en effet suscité en lui, comme chez tant d'autres jeunes hommes, un immense espoir. Mais il ne pouvait accepter longtemps la caporalisation des esprits qui, au nom du salut de la Révolution, allait s'instaurer en URSS et dans les partis communistes de chaque pays.

Dès 1928, il fait dire à Caliban : « Il m'en coûte que, pour les vaincre, nous ayons dû imiter nos maîtres... Rien de plus bourgeois qu'un bolchevik d'une certaine manière. La bourgeoisie la plus cauteleuse, la plus hypocrite, la plus pharisienne, c'est celle-là même qu'il prend pour modèle... A roué, roué et demi... Pourtant... à évoquer ces méthodes réalistes et les victoires qu'elles nous valent, j'éprouve une sorte de plaisir, mais... je ne suis pas sûr que je réjouisse en moi seulement ce qu'il y a de plus noble ».

Dans sa *Lettre à un ouvrier*, publiée trois ans plus tard dans *Conversion à l'humain* (1), il se démarque beaucoup plus nettement de la nouvelle orthodoxie : « Le respect de l'esprit exige qu'on ne l'utilise, qu'on ne le mécanise jamais... Les brochures de la « propagation de la foi », qu'elles soient jésuites ou communistes, sont toujours des offenses à ce qu'il y a

(1) Cet ouvrier ne serait-il pas Marcel Mermoz dont les Editions du Seuil ont récemment publié les entretiens avec J.-M. Domenach, le directeur de la revue *Esprit*, sous le titre *L'autogestion c'est pas de la tarte ?* Dans un article intitulé *Le rebelle et l'autogestion*, Guéhenno avait, le 21 juin dernier, présenté cet ouvrage de façon chaleureuse aux lecteurs du *Monde*.

de plus précieux dans l'homme, à un esprit qu'on n'a jamais le droit de séduire ni de tromper... Nous perdrions le droit de nous plaindre des préjugés et du fanatisme bourgeois, si nous ne pensions qu'à installer dans leur place des préjugés et un fanatisme prolétariens ».

Les « nouveaux philosophes » d'aujourd'hui n'ont qu'un mérite assez mince à dénoncer les perversions du socialisme en URSS. Le PCF lui-même s'y est mis — qui eût osé l'espérer, il y a peu encore ?

Mais pendant longtemps a régné « à gauche », à ce sujet, une sorte de terrorisme intellectuel. L'URSS était la « citadelle assiégée » — même lorsqu'elle ne l'était plus. Comme l'avait été la France de 1793, face à l'Europe coalisée — ajoutait Bruhat, voulant réveiller en nous la vieille fibre jacobine (2). Et l'on ne manquait pas de rappeler aux hésitants que « les barricades n'ont que deux côtés ». Je connais bien la musique, pour m'y être laissé prendre. Assez peu de temps à vrai dire. Jusqu'à ma rencontre, en 1946, avec Gabrielle et Louis Bouët, puis avec Monatte, Rosmer et toute la vieille garde du syndicalisme révolutionnaire. Et je me souviens de ce jour où notre vieil ami Jacquet me dit : « Au XVIe siècle aussi, il y avait deux côtés à la barricade : celui de l'Eglise catholique et celui de la Réforme. Pourtant Erasme de Rotterdam — et ce fut là sa grandeur — avait refusé de choisir entre l'un et l'autre camp ».

Il ne faisait pas bon jouer les Erasme, tant avant qu'après la seconde guerre mondiale. Les plus grands, Gide et Camus entre autres, en firent la douloureuse expérience. On les mit au ban de l' « intelligentsia », on les traita de renégats, on guetta le faux-pas qui permettrait de les achever.

Guéhenno eut, précisément, sans éclat inutile mais avec fermeté le mérite de dire non. Sans pour autant passer avec armes et bagages à l'adversaire. « La belle affaire d'être un maître et un renégat », avait-il écrit jadis dans *Caliban*. Il sut, comme Gide et Camus, se préserver d'être l'un et l'autre.

L'Ecole libératrice du 6 octobre dernier, par la plume d'André Ouliac, ancien secrétaire général du SNI, a rendu à Guéhenno un affectueux hommage. Ouliac à évoqué son premier contact avec lui, à travers les articles de l'hebdomadaire *Vendredi*, dans les années 1936-1939. Puis leurs différentes rencontres, notamment lors d'une causerie faite par Guéhenno, en 1962, dans l'école du petit village de Montolieu, dans l'Aude. Officiels et villageois étaient là « mêlés sans aucune préséance » et le langage du conférencier était accessible à tous « préfet ou inspecteur d'académie, maître d'école ou professeur, artisans ou vignerons, vieux ou jeunes ».

Deux lettres de Guéhenno au secrétaire général du SNI accompagnent ce témoignage d'Ouliac. Dans l'une d'elles, datée de juin 1973, il félicite les dirigeants du syndicat de « l'effort de réflexion d'analyse et de synthèse, dont témoigne leur projet d'*Ecole* fondamentale. Suivent des réflexions teintées de pessimisme, mais d'un pessimisme salubre, car il aborde de front un problème capital que nous avons plus ou moins tendance à esquiver :

« Ce que j'ai dû constater et vérifier, et avec quelle tristesse, parfois, tout au long de ma carrière de professeur, c'est ce que je ne voulais pas, ce que je ne pouvais pas croire, c'est la profonde inégalité des esprits. Je sais maintenant qu'il faut compter avec elle, et que tout système d'enseignement doit compter avec elle sous peine d'être inefficace, de laisser dans une illusion menteuse sur eux-mêmes les plus faibles et se sacrifier les plus forts...

Nos vœux, nos espérances sont contradictoires. Nous voudrions l'égalité de la culture pour tous et... que cette culture soit pour tous la plus haute. La nature même le rend impossible. C'est à l'intérieur de cette contradiction que se pose le problème de l'école. Pas d'autres moyens que de trier, d'administrer le nombre et de mener chacun aussi bien qu'il peut aller.. de laisser se faire la sélection *inévitable*, bien mieux de la favoriser en veillant à ce qu'elle soit aussi juste qu'il est possible, et conforme aux talents, au mérite et au travail de chacun, pour que la société elle-même soit juste et que chaque individu, en elle, soit tout ce qu'il peut être et rende tous les services qu'il peut rendre. »

Dans un monde où tant de dés sont pipés — « l'homme, le seul animal qui triche au jeu de la vie », disait Joseph Delteil (3) — Jean Guéhenno s'est efforcé, jusqu'au bout, de vivre sans tricher.

Yves DELAUNAY.

---

(2) Ce rapprochement avec l'histoire de la Révolution française permettait du moins à Bruhat, dans sa petite *Histoire de l'URSS* (collection Que sais-je ? des PUF) publiée en 1946, d'éviter la rituelle et affligeante ex-communication des opposants à Staline, et plus particulièrement de Trotsky. En mettant l'accent sur l'antagonisme des options de Staline et de Trotsky (continuation o arrêt de la NEP, « révolution permanente » ou construction du socialisme dans un seul pays, priorité à l'industrie lourde ou à l'industrie légère) et en soulignant leur « caractère vital pour le développement ultérieur de l'URSS », il esquissait une explication à la fois habile et historiquement valable du conflit qui les avait opposés. Cela devait lui éviter le pitoyable auto-désaveu auquel se trouva un jour contraint son ami Tersen qui avait eu la main beaucoup plus lourde en rédigeant, dans la première version de son *Histoire de la Hongrie*, de la même collection, les pages relatives aux procès de 1947-49.

(3) Dans ma *Lettre ouverte à Sandro Pertini* (RP de septembre), j'ai parlé de Joseph Delteil comme d' « un de nos grands écrivains méconnus ». C'est sans doute la raison pour laquelle son nom fut légèrement estropié ! A cet *erratum*, j'en ajouterai un second concernant la « CGT stalinienne de Séguy ». Une ligne a dû sauter. J'avais écrit en réalité : « La CGT stalinienne de Frachon et post-stalinienne de Séguy » ! Inutile d'accabler Séguy au-delà de ce qui est nécessaire ! Surtout quand sa Centrale s'oriente vers cette « démocratie bien tempérée » dont a parlé Guilloré !

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

Autres pays : 6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCE :

LE LUNDI, MERCREDI
à partir de 17 heures
ET LE PREMIER SAMEDI DE CHAQUE MOIS
à partir de 15 heures.

— A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s —

NOUVELLES REPONSES

Allons, il me faut encore parler de questions au sujet desquelles je pensais m'être suffisamment expliqué.

Je suis surpris de la réaction de Duperray, car enfin, ce n'est pas sa logique que j'ai voulu exposer, mais la mienne. Si je jerdais confiance dans la révolution prolétarienne telle que je l'entends, alors je penserais qu'il faut se résigner à la position que j'ai décrite. Duperray voit une autre solution ? J'aimerais qu'il me dise par quel moyen autre que la révolution politique il entend la réaliser de façon irréversible. J'ai déjà expliqué combien la lutte syndicale exclusive me paraît illusoire, la bourgeoisie étant toujours capable en période de crise d'imposer un retour en arrière. Si l'on a une autre voie à proposer, je souhaite qu'elle soit exposée nettement et complètement : c'est le seul moyen de faire rebondir utilement la discussion.

D'autre part est-il exact de voir en moi un doctrinaire de l'idéologie marxiste ? Certains de mes amis ont parfois trouvé que je ne l'étais pas assez : tout est relatif. J'ai déjà dit et redit que Marx n'était pas pour moi un prophète infaillible, mais que sa méthode permet de comprendre bien des choses. Marx s'est défendu d'être marxiste, comme Trotsky s'est défendu d'être trotskyste, je le sais bien. Mais à l'un et à l'autre sont dues certaines idées auxquelles il faut bien attacher leur nom. Est-ce être doctrinaire que le faire ? Teilhac pense que c'est une gageure que défendre le marxisme, comme si j'étais seul à le faire. Les marxistes sont peut-être minoritaires à la RP, mais dans l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire ils sont encore majoritaires. Et comment le marxisme serait-il responsable de ce qui se passe en URSS, pays où dans tous les domaines on en prend le contrepied, tout en continuant de s'en réclamer ? On peut encore se déclarer marxiste sans être un oiseau rare.

Mais que Teilhac nous propose-t-il d'autre ? Bakounine ? Il m'a toujours semblé qu'à la base de la théorie anarchiste, il y avait une utopie, celle de croire que la révolution peut triompher en supprimant immédiatement toute forme étatique. Comment vaincre la classe dirigeante dans de telles conditions ? Les anarchistes n'ont nulle part conservé le pouvoir assez longtemps pour que l'on puisse juger pratiquement leur idéologie, aussi ont-ils beau jeu de critiquer les régimes pseudo-marxistes d'aujourd'hui. Mais je n'ai jamais dit ni pensé que Bakounine était un « guignol », j'ai au contraire depuis longtemps affirmé qu'il serait souhaitable de formuler une synthèse du marxisme et de l'anarchisme : J'attends celui qui, se sentant l'étoffe d'un théoricien, le fera.

Teilhac me fait encore d'autres reproches.

Prolétariat-messie ? Si les prolétaires, ceux qui ne possèdent rien, ne font pas la révolution eux-mêmes, je ne vois pas qui pourra la faire. Lapalissade d'avoir écrit que dans l'Allemagne nazie il n'aurait pu se produire une déshitlérisation ? Soit. Mais cette lapalissade fait comprendre la différence de nature entre l'hitlérisme et le stalinisme, déformation monstrueuse du bolchevisme. L'expression « miracle khrouchthévien » n'est pas de moi, mais de Soljenitsyne. Je n'ai fait que la reproduire entre guillemets, afin d'en laisser à son auteur toute la responsabilité. Et si la déstalinisation fut un « don du prince », ne s'est-elle pas faite parce qu'en URSS le peuple en avait plus que marre du stalinisme, et qu'il a fallu lâcher du lest ?

Enfin, je n'exécute pas les Broyelle en quelques lignes. Que Teilhac veuille bien lire ou relire ce que j'ai écrit de leur livre sur la Chine dans le numéro d'octobre 1977 de la RP, sous le sous-titre : « Nouvelles de l'Asie communiste ». J'en ai fait, je crois, un compte rendu très favorable. Mais j'ai bien le droit de trouver leur conclusion trop absolue, manquant de nuances, et trop injuste, lorsqu'elle incrimine le communisme lui-même, et non ses déviations.

SOUVENIRS D'UNE SINISTRE EPOQUE

Les déclarations inconvenantes et stupides de Darquier de Pellepoix à un journaliste de « l'Express » ont provoqué dans la presse et dans l'opinion publique des réactions très vives. A mon avis, on s'intéresse trop aux élucubrations de cet individu, qui ne semble pas jouir de toutes ses facultés. Mais il me paraît intéressant, à cette occasion, de raconter un fait au cours duquel je me suis trouvé en sa présence.

C'était sous l'occupation nazie. Par un coup de chance, j'étais revenu d'Allemagne où j'avais été prisonnier de guerre. Bien que mis en congé de captivité par l'armée allemande soi-disant pour aller travailler chez Renault, j'avais pu sans trop de difficulté me faire réintégrer comme instituteur de la Seine, et je m'étais réinscrit à la Sorbonne afin de continuer la préparation d'une Licence d'Histoire et Géographie commencée avant la guerre.

En même temps, j'avais repris ma place dans les rangs de ce qui subsistait du Parti Ouvrier Internationaliste, la section française de la quatrième Internationale trotskyste, qui, bien entendu, agissait en pleine illégalité. On m'avait fait entrer dans le Comité de Rédaction de « La Vérité », feuille qui était imprimée clandestinement dans la cave d'un camarade de la banlieue parisienne, et diffusée par des moyens de fortune. Bien entendu, les articles n'étaient pas signés de nos vrais noms, et le plus souvent pas signés du tout. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs étaient le fruit d'un travail collectif. Mais en feuilletant le recueil de ces journaux clandestins, qui a été publié cette année par Edi (Etudes et documentation internationales, 29, rue Descartes, 75005 Paris), j'ai retrouvé, dans le numéro 40, du 15 janvier 1943, un article que je me souviens d'avoir écrit moi-même et je ne puis mieux faire que le reproduire ici sans y rien changer. Il s'agissait dans cet article, comme on va le constater, de l'inauguration à la Sorbonne d'un cours d'Histoire du Judaïsme par un nommé Labroue, en présence de Darquier de Pellepoix. J'avais assisté et participé moi-même à l'action dont je faisais le compte rendu :

A LA SORBONNE :
LE FASCISTE LABROUE HUE

La presse pourrie a l'audace de présenter comme un grand succès le premier « cours » du fasciste Labroue sur « l'Histoire du Judaïsme ». En réalité, ce personnage a reçu l'accueil qu'il méritait.

Le 15 décembre, un peu avant 15 heures, de nombreux étudiants se dirigeaient vers l'amphithéâtre Michelet, après avoir présenté leur carte à deux contrôles successifs. Dans la salle, une sorte de service d'odre était organisé par quelques messieurs, un peu mûrs pour être étudiants.

A l'heure dire, Labroue, accompagné de Darquier de Pellepoix dont on ne voit pas trop non plus ce qu'il a à faire à la Sorbonne, fit son entrée. Et la plus effarante conférence que jamais on ait entendue dans une faculté commença : un répugnant ramassis des pires âneries d'un Montandon ou d'un Céline, débité avec une haine qui souleva le dégoût de l'auditoire. Les murmures commencèrent à se faire entendre, puis quelques interruptions. L'affirmation que « Les Juifs ne sont pas des hommes comme les autres » souleva une tempête de huées, malgré les applaudissements d'un poignée d'énergumènes.

Lorsque l' « orateur » déclara ensuite que les Juifs étaient « une race de criminels », les deux tiers de la salle se levèrent et interrompirent l'ignoble individu en criant : « En voilà assez ! Bandit ! Canaille ! Salaud ! ». Quelques tracts furent jetés, puis tous les antifascistes, c'est-à-dire la grande majorité des étudiants présents, sortirent en manifestant. A l'issue du cours, Labroue fut de nouveau copieusement hué.

Voilà où en est la culture sous le régime de Pétain. Une telle marchandise présentée comme doctrine scientifique dans la salle où Mathiez fit son cours ! Tout cela se paiera un jour. Et les travailleurs, intellectuels comme manuels, nous approuveront lorsqu'il s'agira d'appliquer aux lâches persécuteurs des Juifs qui, aujourd'hui, s'en donnent à cœur joie, mais pour moins longtemps qu'ils ne le pensent, la formule :

Pour un œil, les deux yeux ;
Pour une dent, toute la gueule. ....

On le voit, le ton de cet article était bien différent de celui de mes écrits actuels de la RP. L'époque était bien différente aussi, et « la Vérité » voulait être un journal d'agitation. Mais quand je pense aujourd'hui à l'action que je viens de raconter de nouveau, ce qui m'étonne, c'est qu'elle ait pu se dérouler si facilement, dans l'atmosphère de 1942, sans se terminer par quelques arrestations. Sans doute l'effet de surprise explique-t-il l'absence de répression ce jour-là. La semaine suivante, des policiers en uniforme occupaient en bon nombre les abords de la salle, et nos protestations ne purent se renouveler.

Sur le fond de ce que j'ai écrit alors, je n'ai rien à changer. Je défendais un peuple opprimé, comme je suis toujours prêt à le faire, qu'il s'agisse des Juifs, des Palestiniens, des Amérindiens ou de n'importe quel autre.

REFUGIES D'INDOCHINE

Oui, il est navrant, le drame de ces êtres humains qui fuient leur pays sur un bateau que les Etats voisins refoulent, ou de ceux dont l'embarcation fait naufrage et qui périssent noyés. Une telle odyssée était-elle fatale ? Au cours de chaque révolution, il y a toujours une émigration de gens qui n'acceptent pas le nouveau régime. Ce fut le cas pendant celle de France à partir de 1789, et de Russie après 1917, et pourtant nous avons approuvé ces révolutions. Parmi ceux qui fuient le Vietnam, il y a certainement des contre-révolutionnaires avérés qui, même si la révolution dans leur pays avait été irréprochable à nos yeux, ne l'auraient pas moins rejetée. Mais dans le cas du Vietnam apparaissent certains éléments au sujet desquels nous ne pouvons approuver le gouvernement, en particulier l'expulsion de la minorité chinoise du Sud, et aussi la futilité des motifs qui ont conduit beaucoup de personnes dans les camps de redressement. Et de toute façon, même si parmi ceux qui s'enfuient se trouvent des ennamis déclarés de toute révolution socialiste, et il s'en trouve certainement, il faut venir en aide à ces fugitifs, et faire pression sur les gouvernements des pays les plus aisés, celui de France en particulier, pour qu'ils en accueillent le plus grand nombre possible, sans discrimination. Nous le demandons pour les réfugiés d'Indochine, comme nous l'avons fait le faisons pour ceux du Chili, du Liban ou tous ceux que les événements qui secouent notre monde poussent à s'expatrier.

Quelques personnalités d'opinions diverses mènent campagne pour l'achat d'un bateau qui demeurerait dans la mer de Chine afin d'y recueillir ceux qui s'enfuient. Cette initiative mérite d'être soutenue. Le faire, ce n'est pas porter un jugement quelconque et définitif sur le régime du Vietnam, c'est simplement accomplir un devoir d'humanité.

A QUOI CONDUIT LA FOLIE MYSTIQUE ?

Devant l'horreur de ce suicide collectif au cyanure, accompagné du massacre à coups d'armes à feu de ceux qui cherchaient à s'échapper, devant le déséquilibre mental que de telles abominations fait apparaître, on est en droit de se demander si l'homme est bien un être doué de raison comme il le prétend.

Cette secte, qui s'intitulait « Temple du Peuple », était née en Californie, et c'est en Guyane que ses adeptes ont mis fin à leur vie. Et c'est aussi en Californie qu'une autre bande d'illuminés, il y a quelques années, a assassiné la jeune actrice Sharon Tate pour accomplir un meurtre rituel.

Mais il est d'autres sectes qui, sans aller aussi loin dans l'horreur, sévissent à travers le monde, et en France même. On a vu apparaître l'Eglise de l'Unification, plus connue sous le nom de son fondateur, le Pasteur coréen Moon, l'Eglise de Scientologie, le mouvement des « Enfants de Dieu », celui des adeptes de Krishna que l'on voit, vêtus en Hindous et le crâne rasé, danser dans les rues. Le point commun de tous ces mouvements, c'est qu'ils cherchent à attirer et à envoûter les jeunes, à leur faire rompre les relations avec leur famille et leur milieu, à leur faire récolter et apporter à leurs dirigeants beaucoup d'argent par tous les moyens. Aussi partisan de la liberté que l'on soit, on ne peut désapprouver qu'une enquête soit faite sur de tels agissements. Et il faut souhaiter que les jeunes trouvent dans la lutte sociale une activité plus intéressante.

Jacques GALLIENNE.

A CONTRE-COURANT, PENDANT UN DEMI-SIÈCLE...

LE MOUVEMENT DIT DES VINGT-DEUX

La deuxième « option » *de* la Révolution prolétarienne, *ce fut la lutte pour l'Unité Syndicale. Et cela se manifesta dès ses premiers numéros.*

J'y consacre plusieurs chapitres rappelant : la fondation en 1926, sur l'initiative de Chambelland, de la Ligue syndicaliste *qui devait travailler à la renaissance du syndicalisme en luttant contre la direction unique de la CGTU et du Parti Communiste, et contre la politique de collaboration systématique avec l'Etat et le patronat, pratiquée par la vieille CGT — les tentatives de 1927 pour la reconstitution de l'Unité — la scission dans la Fédération des Fonctionnaires dont la majorité rejoignait la vieille CGT tandis que la minorité demeurait autonome — la formation en 1929 de deux autres minorités au sein de la CGTU : celle de la majorité de la Fédération unitaire dirigée par des communistes oppositionnels — celle formée de militants responsables de syndicats et Fédérations, voulant se libérer de la gymnastique « stupido-communiste », qui allaient bientôt rejoindre les animateurs de la Ligue syndicaliste au sein du* Comité pour l'indépendance du syndicalisme *qui publiait un hebdomadaire :* Le Cri du Peuple *dont Chambelland et Daniel Guérin assuraient la rédaction et l'administration. Pendant l'occupation Jacques Douot publia sous le titre :* Le Cri du Peuple, *un journal quotidien sans doute financé par les autorités d'occupation. Ce ne fut qu'une imposture de plus.*

La RP fut peut être la première publication à sonner le tocsin annonçant la grande crise économique mondiale par un article de Louzon sur le Vendredi Noir de Wall Street.

Le 9 novembre 1930, une nouvelle initiative de Maurice Chambelland déclencha un mouvement qui n'aboutit pas aux résultats espérés, mais créa un climat nouveau dont l'influence à longue portée devrait attirer l'attention des historiens du syndicalisme. La crise mondiale brutalement provoquée aux Etats-Unis touchait la France, après avoir bouleversé l'économie allemande. Elle justifiait l'urgence d'une manifestation spectaculaire.

Des troubles agitaient la Fédération autonome des Fonctionnaires, qui, quoique animée par des communistes ou sympathisants, ne pouvait rejoindre la CGTU. La phrase révolutionnaire dont usaient par exemple les dirigeants du syndicat des Indirectes n'exprimait certainement pas les sentiments des corporants, fonctionnaires « respectables », mais ceux-ci accordaient leur confiance à des militants d'autant plus efficaces que leurs déclarations publiques favorisaient leurs démarches plus discrètes auprès de ministres des Finances à qui 'ils assuraient de substantielles rentrées budgétaires.

Mais la radicalisation stalinienne avait secoué les colonnes de l'édifice. Si certains s'efforçaient de concilier leur prudent corporatisme avec l'obéissance aux ordres de Moscou, d'autres furent moins souples et plus honnêtes — tel le vieux militant Michel Piquemal qui avait rejoint les hérétiques de la Fédération unitaire de l'Enseignement et avait mérité injures et calomnies des stalinisateurs. Avec Laplagne, également des Indirectes, secrétaire de la Fédération autonome, jeune que son passé ne pouvait gêner, Piquemal rencontra Chambelland. Et c'est peut-être de leur conversation que naquit l'idée d'un rassemblement de militants autonomes, unitaires et confédérés (à la vieille CGT dite réformiste), engageant une campagne pour l'Unité syndicale — ce qui fut réalisé le 9 novembre au sous-sol d'un restaurant de la rue de Maubeuge. Avec Laplagne et Piquemal étaient présents d'autres militants des Indirectes et Métayer, secrétaire des Douanes actives, demeuré beaucoup plus proche du prolétariat.

— Les unitaires pressentis c'étaient d'abord « les anciens » de la *Ligue syndicaliste :* Chambelland, Charbit, Victor Engler (des dockers) — et les « nouveaux » du *Comité pour l'indépendance du syndicalisme :* A. Rambaud (des Cheminots), Henri Boville (de l'Alimentation). René Deveaux (des Transports en commun de la Région parisienne).

Deux adhésions « singulières » : celle de Lucie Colliard : institutrice qui dans son village de Haute-Savoie pendant la guerre, avait servi courageusement le pacifisme et la Révolution, ce qui lui avait valu condamnation et révocation. Celle de P. Cadeau, plus insolite : une curieuse figure dont les complexes s'exprimaient dans la surcompensation de certitudes successives et contradictoires. Il fut en 1922 de la portion qui voulait coiffer la CGTU d'un casque anarchiste — deux ans plus tard il sévissait parmi les plus farouches bolchevisateurs du Parti Communiste. Nous le retrouvions en 1930, toujours aussi serein, maître de sa parole, partisan de l'unité syndicale contre les consignes staliniennes.

J'ai appris, quinze ans plus tard, qu'il était devenu zélateur évangéliste.

Ce qui surtout devait apparaître comme une nouveauté sensationnelle c'étaient les signatures des confédérés. Nous étions trois dont l'adhésion était videmment acquise : Pierre Monatte, Clément Delsol (qui avait conquis la majorité au Gaz de Banlieue et devait devenir secrétaire général de la Fédération de l'Eclairage) et moi. Sollicitée, Marthe Pichorel qui, sous l'élégance de sa tenue et de son éloquence, portait une fidélité inébranlable au mouvement, quoique secrétaire du SNI, accorda sans hésitation sa signature et participa à la réunion du 9 novembre. Mais Chambelland nous réservait une double surprise. D'abord l'adhésion de Léon Digat militant de la Fédération postale, connu comme réformiste (qui pendant la guerre s'était opposé à la minorité pacifiste), une forte personnalité d'une éloquence sobre et dense... qui lança au congrès confédéral de 1931 une formule dont j'ai fort apprécié la haute portée : « *L'unité reconstituée, je sais que mon idéologie sera vaincue,*

mais j'aime mieux voir mon idéologie vaincue que de la voir triompher sur des ruines... ».

Si remarquables qu'elles soient, ces adhésions ne pouvaient soulever surprise et émotion. Chambelland s'en alla à Denain chercher Georges Dumoulin, secrétaire général de la municipalité socialiste. J'ai tenté dans la RP d'après-guerre, lorsque nous avons appris sa mort, de caractériser ce personnage haut en couleur, digne de figurer parmi les types balzaciens. Georges Dumoulin, ancien mineur, avait été repéré avant 1914 par Pierre Monatte dont il était devenu l'ami intime, en même temps qu'il était promu aux fonctions de secrétaire-adjoint de la CGT. D'une forte culture autodidactique, il s'était signalé déjà par des talents incontestables de journaliste et d'orateur au verbe puissant et pittoresque. Mobilisé en 1914, il s'était immédiatement accordé avec l'opposition à la politique de guerre dont Monatte fut l'initiateur que Merrheim et Bourderon représentèrent en 1915 à la conférence internationale de Zimmerwald. Dumoulin avait dénoncé la « trahison » de Jouhaux et des meneurs de la majorité dans une brochure écrite avec du vitriol. Il était revenu des tranchées en 1917 pour travailler dans la mine. Jusqu'en 1918 il se classa parmi les leaders de la minorité. Avant la fin de la guerre, il s'en séparait brutalement, reprenait sa place au bureau confédéral et fut un de ceux qui organisèrent la scission. Mais il n'était pas fait pour ce climat de légalisme et de paternalisme. Il s'exila pendant plusieurs années au Bureau International du Travail, revint dans son pays minier, militant surtout dans le Parti Socialiste, où ses interventions écrites et orales contre l'abandon des pratiques de la lutte des classes avaient attiré notre attention. Nous attendions avec une curiosité mêlée d'inquiétude sa première rencontre avec Monatte après ces dix années suivant la rupture brutale de leur vieille amitié. Ce fut très simple : Dumoulin avait déjeuné dans le restaurant de la rue de Maubeuge, avec Chambelland et quelques camarades, et ses saillies et boutades jaillissaient des propos échangés. Monatte entra après le café, salua son ex-compagnon d'un « Bonjour, toi ! » où l'on sentait aucune gêne, aucune émotion de « retrouvailles ». Quelques jours plus tard Dumoulin montait chez Monatte dans le logement de l'ex-rue des Mignottes pour reprendre la conversation interrompue pendant dix ans. Après la dissolution du Comité dit des Vingt-Deux, Dumoulin se consacra quelques temps à une activité politique, sans grand succès, Nous l'avions retrouvé en 1938 secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord, participant à notre lutte contre l'emprise stalinienne sur la CGT. Il devait — hélas ! — pendant l'occupation se compromettre dans les entreprises montées par les gens de Vichy et les partisans de la collaboration avec les autorités allemandes. Et ce matérialiste épicurien, ce négateur de tous les dogmes finit ses jours pieusement dans la soumission à l'Eglise catholique...

Roger HAGNAUER.

IL NOUS FAUT MILLE

ABONNES NOUVEAUX.

PARMI NOS LETTRES

Une approbation générale

de Geneviève BEGOT (91).

« C'est la première fois que j'écris à la RP, et pourtant voilà des années que le lis votre journal, souvent avec passion.

J'adhère entièrement à la théorie exprimée par Jacques Reclus dans le numéro de septembre sur l'unification des salaires, formule que je préfère à « salaire unique » qui a un autre sens dans le contexte capitaliste.

Pour exprimer brièvement mon opinion sur un débat souvent abordé à la RP : oui, bien sûr, tout le pouvoir aux soviets, c'est-à-dire aux comités de base, des comités suffisamment restreints en nombre pour que chacun puisse s'y exprimer. Des assemblées générales sont nécessaires, mais la parole y est souvent monopolisée par quelques « grandes gueules ».

Le problème des modalités de fédération (souple) de ces comités demande à être longuement réfléchi ; c'est la pierre d'achoppement où se sont brisées beaucoup de vagues révolutionnaires.

Tout au long de mon itinéraire politique, qui est passé par l'UNEF, l'UEC, puis divers mouvements trotskystes, je me suis toujours sentie plus proche idéologiquement de la RP que des camarades que je côtoyais.

Je profite de cette petite lettre pour renouveler mon abonnement, car je ne sais pas très bien où j'en suis de ce côté-là. »

CEUX QUI S'EN VONT

Nous avons appris la mort de :

René BONISSEL

C'était un militant de l'enseignement syndicaliste. Il fut un des dirigeants du Syndicat des Instituteurs avant la guerre, pendant la guerre (avec tous les risques que cela comportait) et après la guerre. En 1948, lors du passage du SNL dans l'autonomie, ce fut une motion Bonissel-Valière qui organisa la vie intérieure du Syndicat et la cohabitation des tendances. Après la retraite, son activité s'étendit aux œuvres mutuellistes et péri-scolaires.

Le chemin qu'il suivait n'était pas le nôtre. Nous n'en gardons pas moins de lui le souvenir d'un homme de cœur et d'un bon camarade.

LETTRE D'AMÉRIQUE

La crise économique vue des Etats-Unis

Il y a quelques mois, un économiste, directeur du département de science économique à la « New School for Social Research » de New York — école où Claude Lévi-Strauss par exemple enseigna pendant la deuxième guerre mondiale aux côtés d'un grand nombre de réfugiés européens — publiait un retentissant article sur la crise actuelle du capitalisme dans l'hebdomadaire libéral *The New Yorker.*

Homme d'une soixantaine d'années Robert Heilbroner appartient à la génération qui a été marquée par la grande crise économique de 1929. Il a dû, pendant quelque temps, s'intéresser au marxisme, mais il s'en est éloigné et il tâche aujourd'hui d'utiliser ce qu'il a appris des critiques marxistes pour tenter de sauver ce qui peut l'être du système capitaliste ou ce qu'il en reste de vivant aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Son analyse du marasme économique actuel, caractérisé par une conjonction inquiétante du chômage et de l'inflation, rebelle aux remèdes habituels, n'en est pas moins fort éclairante. Il montre en effet que les causes de la récession actuelle sont beaucoup plus profondes qu'on ne se l'imagine habituellement. Il ne suffit pas, en effet de blâmer les pays de l'OPEP, la hausse du coût du pétrole, les dépenses inflationnistes des gouvernements, pour l'expliquer. Certes les dépenses militaires — stériles et dangereuses — qui consomment environ 10 % du Revenu National Brut aux Etats-Unis — et les charges sociales qui pèsent lourdement sur le budget de l'Etat sans vraiment éliminer la pauvreté et l'insécurité vécues par les chômeurs, les malades et les retraités, ont contribué à créer un climat inflationniste depuis le *New Deal* de Roosevelt. Les investissement américains à l'étranger qui sont passés de 12 milliards de dollars en 1950 à près de 80 milliards en 1970, investissements qu'il a fallu payer en dollars, ont placé et continuent de placer, sous forme d'intérêts et de remboursements, des avoirs considérables en dollars dans les mains des financiers de nombreux pays qui cherchent à les investir et qui fuient la devise américaine dès que celle-ci montre des signes de faiblesse.

Non seulement les gouvernements américains qui se sont succédé depuis 1970 ne parviennent pas à juguler l'inflation et à résorber le chômage, ce qui signifie en pratique pour les détenteurs de capitaux qu'ils risquent de ne pas faire des bénéfices aussi substantiels qu'ils le désireraient s'ils les investissaient aux Etats-Unis, mais depuis quelques mois on assiste à une révolte des contribuables américains contre les impôts immobiliers, révolte qui a commencé en Californie à l'instigation d'un certain Jarvis et dont l'adoption de la « Proposition 13 » a montré le sérieux. Selon Heilbroner, environ le tiers des Américains appartenant à la classe moyenne, c'est-à-dire ceux qui disposent d'un revenu annuel de 30.000 dollars ou plus, presque tous propriétaires de leur maison, se considèrent comme trop lourdement imposés. En effet les impôts sur les propriétés immobilières servent à financer les écoles, les services municipaux et les services d'assistance sociale. La classe moyenne américaine trouve qu'elle paie trop cher pour des services dont elle n'est pas la seule à bénéficier et dont, souvent même, elle estime ne pas profiter directement. De fait, une proportion importante des familles de la classe moyenne envoient leurs enfants dans des écoles privées, plus exclusives, où leurs rejetons ne risqueront pas de côtoyer les enfants des gens de couleurs, ni des latins prolifiques et imprévisibles. De plus jusqu'alors ces familles n'ont pas eu besoin pour elles-mêmes d'avoir recours aux services publics d'assistance sociale.

« Faites payer les pauvres ! »

Certes il n'est pas question de fermer les écoles, bien que cela se produise sporadiquement, ni de supprimer d'autres services publics essentiels à la sécurité et au bien-être des collectivités locales, ni même d'abolir ouvertement les secours aux chômeurs, aux vieillards et aux malades. Aussi, paradoxalement, la classe moyenne traditionnellement attachée aux franchises et aux libertés locales se tourne-t-elle vers le gouvernement central, le gouvernement fédéral, et attend de lui qu'il assume une part de plus en plus importante du coût de ces divers services. Au fond le slogan politique le plus représentatif de l'état d'esprit de la classe moyenne américaine serait : « Faites payer les pauvres ! ». Un gouvernement démocrate comme celui du président Carter élu grâce aux voix des minorités ethniques noires et latines ne peut évidemment pas se permettre d'agir ouvertement en conséquence. Et pourtant il cède chaque jour un peu plus à la pression de la bourgeoisie. Par exemple, en finançant par l'inflation toutes sortes de dépenses qui ne sont plus couvertes par des rentrées d'impôts, il fait effectivement payer les pauvres, les petits salariés, les assistés, tous ceux qui ne disposent que de revenus fixes, en laissant monter les prix et en faisant fonctionner la planche à billets, ce qui permet de distribuer des contrats aux entreprises et des salaires aux travailleurs dont la valeur nominale ne reflète que très imparfaitement un pouvoir d'achat qui s'érode jour après jour.

Mais, observe Robert Heibroner, si le gouvernement renonce, même partiellement, à son rôle d'arbitre de la vie sociale, de protecteur des petits salariés, des assistés, et des retraités, le climat social des Etats-Unis ne va pas tarder à se dégrader. Or, pour des raisons complexes dont nous avons souvent parlé ici, qui tiennent aux antagonismes ethniques et à la longue période de prospérité que le pays vient de connaître, il n'y a pas ou il n'y a plus, aux Etats-Unis, parmi les salariés, de véritable conscience de classe, ni de projet global reposant sur un système de valeurs, ni organisation à opposer aux structures capitalistes réglant la production et la distribution au moyen des mécanismes du marché. Pourtant si, au début du XIX[e] siècle, les 4/5[e] de la population active étaient composés de travailleurs indépendants, fermiers et artisans, aujourd'hui 90 % de la population active sont salariés, prolétarisés en fait car ne possédant plus et ne contrôlant pas leurs moyens de production et d'échange. Si la crise économique s'aggravait et si les impératifs de la rentabilité du capital investi l'exigeaient, cadres moyens et supé-

rieurs aussi bien qu'ouvriers, manœuvres et employés pourraient fort bien se retrouver au chômage et san sautres ressources que de maigres secours distribués, en monnaie dévaluée, par un gouvernement aux abois. En dépit de ce risque latent, la plupart des salariés américains se sont laissés prendre au mirage capitaliste de l'égalité des chances, de l'abondance pour tous au sein d'une société de consommation où le risque de surproduction semblait plus réel que celui de la pénurie. On peut dire, en restant au-dessous de la vérité, que la majorité des salariés américains ont accepté les valeurs imposées par la classe dominante par le moyen de l'idéologie qu'elle diffuse par mille canaux et qu'ils s'identifient politiquement, culturellement, moralement aux classes possédantes.

Nulle part peut-être autant qu'aux Etats-Unis la masse des salariés ne semble ignorer aussi totalement ce qu'enseigne la thèse exposée par Marx, dans *L'Idéologie allemande*, à savoir que « les idées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéologique des conditions matérielles dominantes ayant pris forme d'idées, l'expression des conditions qui font justement de cette classe la classe dominante, donc les idées de sa domination... ».

L'avenir possible du système

Si les illusions de ces millions de salariés, jouissant de ce que nous appellerions en France un niveau de vie bourgeois, se trouvaient brusquement dissipées par une crise de type de celle de 1929, très vite un climat de violence s'instaurerait aux Etats-Unis qui ne tarderait pas à transformer la récession en catastrophe.

Aussi Robert Heibroner pense-t-il que le gouvernement et les grandes affaires nationales et multi-nationales (les 500 plus importantes d'entre elles produisent autant que les 400.000 petites et moyennes entreprises et emploient le tiers de la main-d'œuvre disponible) ne pourront pas se permettre de laisser un tel climat s'instaurer. Non pas qu'ils soient vraiment sûrs d'eux-mêmes : les capitalistes et les gouvernants, en dépit de leur fortune, de leur pouvoir, de leurs groupes de pression, seraient plus pessimistes que la plupart des salariés quant à l'avenir du système qu'ils contrôlent et qui fait leur prospérité personnelle. La montée du terrorisme politique en Europe, le risque d'une révolte des masses en Amérique leur donnent des cauchemards qui s'expriment notamment dans des romans d'anticipation comme celui de Paul Erdman : *La Débâcle de 1979* dont, selon Heibroner, les financiers de Wall Street font leur livre de chevet et dont ils prennent les conclusions très au sérieux. Et tout cela d'autant plus que l'on aperçoit de plus en plus distinctement à l'horizon les limites, apparemment infranchissables, de la croissance et du développement résultant de l'épuisement des matières premières essentielles ainsi que des ressources énergétiques, en même temps que le milieu ambiant se détériore rapidement à cause des pollutions industrielles et atomiques.

Alors que faire ?

La suggestion de Robert Heibroner c'est qu'au lieu de renoncer à intervenir dans la vie économique et sociale du pays, le gouvernement intensifie au contraire sa participation. Il ne devrait plus se contenter de distribuer ici et là des subventions, d'imposer des contrôles. Il devrait s'embarquer dans un programme de planification de l'économie tout en conservant la structure hiérarchique d'entreprises concurrentes, aiguillonnées par la recherche du profit dans le cadre du marché.

Le paradoxe des propositions de Heilbroner c'est qu'elles sont amèrement critiquées par le monde des affaires comme constituant l'introduction subreptice du socialisme en Amérique, tandis que l'opinion libérale y voit, non sans bonnes raisons, une manière d'ouvrir la porte au fascisme. En tout état de cause il faut dire que Heilbroner, même s'il souligne la vitalité et l'adaptabilité du capitalisme, ne pense pas qu'il pourra se prolonger sous ses formes actuelles pendant plus d'une vingtaine d'années.

A mon avis, étant donné l'importance numérique de la classe moyenne américaine, forte d'au moins un tiers de la population totale, classe farouchement attachée à son niveau de vie, à ses privilèges et de plus armée jusqu'aux dents — la plupart des familles bourgeoises résidant dans les faubourg possèdent un véritable arsenal chez elles — le risque d'un fascisme qui promettrait d'assurer le maintien de l'ordre établi et le renforcement des hiérarchies existantes au prix d'un renoncement aux libertés civiles et politiques, me paraît beaucoup plus sérieux que les chances d'un socialisme d'Etat à la manière britannique ou scandinave. Les cadres d'un tel régime existent déjà et sont même en place au sein des grandes compagnies, de l'armée, des services de police, des églises de toutes confessions et même des universités.

Pierre AUBERY.

(5 novembre 1978)

Dans notre numéro d'octobre, Pierre Aubéry traitait des questions de la « dissidence » et des nationalités dans l'empire dit soviétique. Sa Lettre d'Amérique *se poursuivait comme ci-dessous.*

Cela aussi Bakounine l'avait bien vu quand il écrivait que si la Russie soumettait à son autorité les peuples slaves elle « sera contrainte de porter sur ses épaules tout le poids de cette centralisation compliquée, imposée, incommensurable. Elle deviendra un objet de haine pour tous les autres Slaves, comme elle en est un, actuellement, pour les Polonais ; elle ne sera pas la libératrice, mais le tyran de toute la famille slave, son ennemie involontaire, et cela aux dépens de sa propre prospérité et de sa liberté propre ; enfin haïe de tous elle arrivera à se haïr elle-même, n'ayant trouvé dans ses victoires artificielles que l'esclavage et les supplices. » (Ibid. p. 119). Ce que Bakounine écrivait en 1857 ne s'est-il pas réalisé point par point sous nos yeux depuis 1945 ? Dans cet atroce enchaînement d'oppression et de haine la poignée de dissidents juifs dont on parle beaucoup à l'Ouest, sont broyés comme les autres, les opposants obscurs, ignorés, dont la voix ne nous parvient pas ou guère, faute de correspondants et d'échos suffisants. Les Juifs sont sans doute loin d'éveiller en Russie même la sympathie qu'on leur dispense dans le monde occidental. En effet même s'ils n'exercent plus de responsabilités politiques de tout premier plan dans le gouvernement sovié-

tique depuis les purges staliniennes, les Juifs en particulier ceux qui appartiennent à l'intelligentsia, sont perçus par les membres des autres nationalités du monde slave comme comptant au nombre des agents les plus efficaces du terrible Etat soviétique. Leurs tentatives de s'en désolidariser — tardivement — et d'échapper à son emprise, pour humainement légitimes et compréhensibles qu'elles soient, suscitent sans doute plus d'envie que d'admiration chez les victimes et les opposants non-juifs au régime soviétique. Les appuis qu'ils reçoivent des Etats-Unis et d'Israël permettront sans doute de faire sortir de Russie un certain nombre d'individus. (Une correspondance de Moscou datée du mois d'août 1978 indiquait que le gouvernement soviétique délivrait environ 2.000 visas de sortie par mois aux Juifs désireux d'émigrer en Israël.)

Les campagnes menées à l'Ouest et la réponse soviétique risquent de discréditer la cause, d'ailleurs parfaitement juste, des dissidents juifs aux yeux de la masse du peuple soviétique et de renforcer la position des dirigeants actuels du pays. En effet le vrai problème n'est pas de faciliter l'émigration vers Israël de certains éléments de la minorité juive de l'Union soviétique. Ce dont il s'agit, c'est de permettre l'accès total des peuples soumis au gouvernement soviétique aux libertés fondamentales d'expression et de mouvement. Alors et alors seulement ces peuples pourront donner toute leur mesure et participer pleinement et utilement aux affaires du monde. Tant que les dissidents soviétiques n'apparaîtront que comme des individus isolés et assez exceptionnels, soucieux de tirer leur épingle du jeu et de trouver leur salut personnel dans la fuite, la sévérité du régime à leur égard gardera une apparence de justification aux yeux mêmes de tous ceux qui en souffrent.

Tout comme Bielinski l'écrivait à Nicolas Gogol en 1847 aujourd'hui : « Ce dont la Russie a besoin, ce n'est pas de prières (elle en a assez ressassé), c'est de voir s'éveiller dans son peuple le sentiment de la dignité humaine perdu depuis tant d'années dans la fange et la servitude », au sein d'une société où règne la délation généralisée où tout le monde, ou presque, surveille et dénonce volontiers son voisin.

Pierre AUBERY.

A TRAVERS LES LIVRES

Les fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit

par Pierre BANCE (La Pensée sauvage, BP 11, 38640, Claix).

L'auteur, Pierre Bance, actuellement assistant à l'Université (Paris I), ne dessimule pas néanmoins son orientation anarcho-syndicaliste. Son ouvrage, plein d'intérêt pour la formation de la pensée syndicaliste et même pour son action actuelle, est issu d'une thèse universitaire dont l'auteur a enlevé les à-côtés traditionnellement embêtants.

Le livre s'en tient à la période 1880-1902, celle des congrès ouvriers qui précédèrent la constitution de la Confédération Générale du Travail. Alors, s'affrontent dans les syndicats, pour en déterminer l'orientation, les différents courants du mouvement ouvrier : socialiste de multiples nuances, anarchistes de plusieurs écoles, « possibilistes », réformistes et révolutionnaires.

Presque immédiatement, ils sont appelés à discuter de l'attitude syndicaliste par rapport au droit bourgeois, par rapport aux premières lois sociales. On retrouve aujourd'hui ces discussions, quelquefois avec plus de sectarisme.

Faut-il chercher à faire entrer dans la loi bourgeoise, pour les consolider, les acquis de la lutte ouvrière ? Fait-il au contraire ignorer, ou même combattre, une loi dite sociale limitant toujours les droits des travailleurs et dont les tribunaux feront encore une application restrictive ? Le réformisme légaliste ne va-t-il pas « intégrer » le syndicalisme à l'Etat ? (L'expression n'est pas employée à l'époque mais l'idée est au fond de tous les débats).

Pour l'auteur, c'est le syndicalisme révolutionnaire qui fera la synthèse de tous ces courants. Pour lui, il est faux de dire que le syndicaliste révolutionnaire rejette la réforme. Quand la loi est progressive, il faut prendre ce qu'elle donne au prolétariat (elle le lui donne souvent parce que, au moins partiellement, il l'a déjà pris).

Avant la Charte d'Amiens dont on pressent pourtant, dans ces débats, l'élaboration, le syndicalisme ouvrier échafaude sa doctrine juridique face au droit bourgeois. Il faut que ce soit Jean Jaurès, pour lequel les anarcho-syndicalistes n'avaient pas de tendresse, qui écrive dans *La Revue Socialiste* de mai 1901 :

« *L'histoire de tous les progrès de la classe ouvrière peut se résumer à convertir en formules légales les conquêtes spontanément réalisées par les classes ouvrières... Au point de vue de l'action ouvrière, tous les progrès ont été réalisés pour ainsi dire en deux étapes. Il y a d'abord une action spontanée de la classe ouvrière qui, par exemple par des grève, impose au patronat une première réduction de la journée de travail. Et puis quelle est la victoire suprême de la classe ouvrière ? C'est lorsqu'elle a obtenu par son action spontanée des résultats précaires et incomplets, de les fixer et de les consacrer, de les consolider par la loi.* »

L'ouvrage de Pierre Bance nous montre les premiers acteurs du mouvement syndical discutant et s'agitant autour de ce thème tandis que la première étape, celle de l'action, est en train de s'accomplir souvent sous leur direction.

Le livre se termine par un tableau instructif : l'énumération des lois sociales adoptées ou projetées dans ces années qui annoncent le XX[e] sièvle, et, face à chacune d'elles, le comportement des syndicats. Pour la bonne bouche : la reproduction d'un invraisemblable règlement intérieur d'une manufacture de pipes en l'an 1880.

Les éditions « La Pensée sauvage » doivent être remerciées pour avoir permis à Pierre Bance de donner à son œuvre une plus large audience.

R. G.

NOUS AVONS REÇU de Daniel GUERIN :

Proudhon, oui et non

HISTOIRE D'U des Amis de la Terre du Morvan. Propos sur les exploitations minières d'uranium en France (chez Pauvert).

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : L'AGONIE D'UNE VIEILLE DAME ?

Le 13 novembre dernier les parents d'élèves et les enseignants manifestaient ensemble. Le même jour, les syndicats « Unité et Action » de la FEN (c'est-à-dire ceux dirigés par les communistes redevenus « purs et durs ») étaient en grève ainsi que le SGEN (CFDT). Un député RPR put déclarer le lendemain que ce rassemblement confus n'avait guère gêné la majorité lors du vote du budget de l'Education nationale.

On ne peut nier que la crise morale que traverse l'école — reflet de celle de la civilisation industrielle — ne dégrade l'esprit laïque. Le fait est incontestable et pourtant sur un triple plan philosophique, moral et social la laïcité est plus que jamais à l'ordre du jour.

Sur le plan philosophique, la laïcité implique le refus de la méthode d'autorité. N'est pas laïque celui qui affirme « c'est vrai en vertu de l'autorité d'un homme, d'un livre, d'un parti, d'un gouvernement, d'une « révélation » divine ou terrestre... Et pourtant on excommunie encore en 1978 : pour nous en tenir à un seul exemple, la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF interdisait récemment à sa fête annuelle la vente d'un ouvrage de deux jeunes universitaires communistes (« la rue du prolétaire rouge ») parce qu'ils ne se trouvaient pas « dans la ligne »...

Quant à la recherche scientifique, elle se déploie dans un « paysage » de laïcité : Einstein affirmait que « ce qui est incompréhensible, c'est que le monde soit compréhensible ». Aujourd'hui comme hier, le savant propose comme seul instrument opérationnel de connaissance la méthode expérimentale non pas basée sur un athéisme dogmatique mais sur l'hypothèse matérialiste (qui met Dieu entre parenthèses) pour tenter de comprendre la compréhension énigmatique de l'univers.

François Jacob quand il explique « la logique du vivant » et Jacques Ruffié quand il médite l'évolution qui conduit l'homo sapiens « de la biologie à la culture » sont des laïques. Après les « 1.000 soleils » d'Hiroshima et de Nagasaki, la geste laïque reste progressive non plus dans le sens où l'entendaient Auguste Comte ou Renan, celui d'une foi dans le progrès continu et linéaire de l'humanité mais parce qu'elle refuse de se confiner dans le passé. La science contemporaine lui suggère simplement que d'une façon encore timide mais déjà décisive, la culture prédomine sur la nature dans l'aventure humaine. L'homme est le seul animal à transporter son écosystème (vêture et habitat) avec lui et à défier par conséquent la pression sélective du milieu naturel. La laïcité est... écologique.

Sur le plan moral, l'idéal laïque combat pour le droit à la différence. Refusant les morales à deux valeurs qu'il considère comme appartenant à la préhistoire des hominiens — les bons et les méchants, les cow-boys et les Indiens... il milite pour une éthique à trois valeurs : « tu es étranger, d'une autre culture, d'une autre classe d'âge, d'un autre sexe donc tu es intéressant : ta dissemblance m'enrichit ». Pour lui, l'individu n'appartient qu'à lui-même. L'Etat, la famille, les enseignants, le parti ou les églises n'ont pas sur l'homme les droits du propriétaire sur la chose possédée. C'est dire combien il devrait permettre d'aborder de façon positive — réaliste — des problèmes aussi divers que ceux que posent la marginalisation des jeunes, des vieillards, des handicapés, le féminisme, les minorités sexuelles, les migrations populationnelles ou la revendication régionaliste voire la construction d'une Europe des travailleurs.



— Vous avez raison de nous envoyer votre enfant... Les instituteurs ne sont que d'immondes pornographes.
(Dessin de Ch. Gir, Assiette au Beurre.)

Sur le plan social chargée historiquement de conquérir le prolétariat ouvrier et paysan à la démocratie formelle, l'action laïque par nature autogestionnaire devrait permettre à la démocratie, en devenant réelle — économique — d'exprimer les exigences sociales du prolétariat : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... ou ne sera pas.

Critique, généreuse, émancipatrice et universaliste, la laïcité dont le contenu de classe ne fait aucun doute (l'école publique a formé des générations de syndicalistes) semblerait avoir de beaux jours devant elle. Force est de constater qu'elle est aujourd'hui néanmoins sur la défensive. Tout se passe comme si elle était devenue cette vieille femme frileuse, respectable par son histoire à laquelle on rend hypocritement hommage et qui dépassée par le mouvement de la vie s'obstine à ne parler de rien pour ne faire de la peine à personne alors qu'elle doit au contraire dans un esprit d'éter-

nelle jeunesse parler de tout, rien de ce qui est humain ne lui devant être étranger...

Pourquoi est-on arrivé à cette situation ? C'est la question la plus difficile observe l'historien (toute réponse sous-tend des interprétations forcément subjectives) à laquelle pourtant dans un article prochain, nous tenterons de répondre...

Jean MOREAU.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE NOVEMBRE 1978

RECETTES		
Abonnements ordinaires	1.736,30	
Abonnements de soutien	1.650	
		3.386,30
Souscription		1.453,48
Total des recettes		4.839,78
En caisse au 1-11-78		7.065,86
		11.905,64
DEPENSES		
Editions Polyglottes : juin-juillet		5.510,10
Frais de bureau		78,37
Total des dépenses		5.588,47
En caisse au 30-11-78		6.317,17
		11.905,64

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R. Grimm (57, 120 ; J, Gassiès (40), 120 ; A. Vega (52) 100 ; G. Neumuller (95), 100 ; A. Jarry (06), 200 ; Vaillard (92), 100 ; Navel (92), 100 ; Belliard (14), 100 ; Petit (75), 100 ; Bégot (91), 80 ; Pennetier (18), 100 ; Trial (80) 80 ; Pasquet (24), 100 ; Le Rai (92), 150 ; Y. Lévy (95), 100.

SOUSCRIPTION

N. Faucier (44), 100 ; L. Ehrhard (92), 100 ; Maitron (92), 30 ; A. Lac (15), 30 ; Duperray (42), 20 ; A. Lulé (75), 30 ; Dan Gallin (Suisse), 193,30 ; G. Perrier (69), 30 ; UDFO (06), 30 ; Navel (92, 100 ; Lèbre (07), 30 ; Mme Serret (07), 30 ; Delaunay (75), 280 ; UIFA (Suisse), 240 ; Le Coutaller (29), 30 ; M. Delage (36), 30 ; J. Duperray (42), 12 ; Lippe (Belgique), 138,18.

NON !

A L'EXPULSION DES PAYSANS DU LARZAC

LA PANNE DE 8 h 27

N'allez pas croire que nous allons vous raconter une histoire à la Courteline ! Encore que...

Le 19 décembre 1978, à 8 h 27, une ligne à haute tension — fort importante nous dit-on — saute. Réactions en chaîne, les lignes disjonctent les unes après les autres. En quelques minutes, la France, pratiquement toute la France, est paralysée. Nombre de travailleurs bloqués dans les trains, dans le métro, dans les ascenseurs. Les trains de grande lignes stoppent en rase campagne ; plus de courant dans les habitations et dans les usines où les machines s'arrêtent. Presque de la science-fiction.

On nous expliquera gravement par la suite qu'il y a eu brusquement une trop forte demande, que la température était très basse etc., etc. Mais quel est donc ce système, dont E.D.F. ne cessait de vanter la perfection (se souvenir de la panne qui avait paralysé New York il y a quelques mois et dont on nous assurait que pareille aventure ne pouvait arriver en France), et qui flanche parce que la température tombe quelques degrés audessous de zéro ?

N'est-ce pas plutôt la preuve que les énormes centrales que l'on construit depuis des années sont dépassées et que de petites unités réparties dans toutes les régions seraient beaucoup plus efficaces ; sans compter que l'on verrait diminuer le nombre de ces gigantesques lignes à haute tension qui massacrent l'environnement... quand elles ne claquent pas.

Voyons les choses au pire et accessoirement imaginons un peu ce qui se produirait en temps de guerre si un ennemi assez malin visait et réussissait à atteindre cette fameuse ligne à haute tension...

Mais l'essentiel n'est pas là. Le point important c'est que dès l'émission de la mi-journée la radio annonçait que le courant était rétabli peu à peu et que toute la France avait bel et bien été touchée par la panne, **sauf l'Alsace grâce à la centrale nucléaire de Fessenheim.** Les hautes sphères ne laissent-elles pas pointer là le bout de l'oreille ? Et si tout cela n'était que cinéma, le début en quelque sorte de la mise en condition du public afin de le persuader de la nécessité absolue du nucléaire. C'est bien la raison pour laquelle, plus que jamais, nous répétons : Non, à une société fasciste !

NON AU NUCLEAIRE !

Michel DESCARSIN.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071